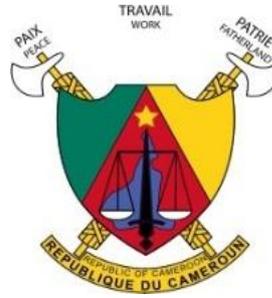


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

ANNEXE N°10

ANNEXE BIP AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Situation d'exécution du BIP 2021

*Projet de loi de règlement
Exercice Budgétaire 2021*

I- CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BIP 2021

Le Budget de l'Etat au titre de l'exercice 2021 a été élaboré dans un contexte marqué par l'opérationnalisation de la Stratégie Nationale de Développement 2020–2030 (SND30), la poursuite du plan de riposte contre la pandémie de la COVID-19, l'organisation du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) 2021 et de la coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2022, le maintien d'une veille sécuritaire sur toute l'étendue du territoire national et la mise en œuvre de la reconstruction des régions affectées par les crises sécuritaires. Un accent avait également été mis sur la consolidation des acquis du Programme Economique et Financier (PEF) conclu avec le Fond Monétaire International (FMI) ainsi que ceux des conventions signées avec les autres partenaires techniques et financiers.

Dans ce contexte, le Budget 2021 était élaboré sur la base des projections suivantes :

- un taux de croissance réel du PIB de 3,2%;
- un taux d'inflation inférieur à 3% du PIB ;
- un déficit du compte courant de 1,3% du PIB.

Sous l'hypothèse d'une reprise progressive de l'activité économique, le Budget Général au titre de l'exercice 2021 était estimé à la somme de 4670 milliards en crédit de paiement (CP) et plafonné au montant de 4724,5 milliards en Autorisation d'Engagement (AE), soit une hausse des CP de 3,2% par rapport à 2020.

Les ressources allouées à l'investissement public au titre de l'exercice 2021 étaient de 1406,5 milliards en AE et de 1352 milliards en CP, représentant ainsi 29% du budget général.

Le BIP 2021 était en augmentation en valeur absolue de 97,7 milliards de FCFA, soit 7,8% en valeur relative, comparativement à 2020. Cette hausse était tirée à 51% par les ressources extérieures qui ont connu une hausse de 49,8 milliards de FCFA, soit 7,3% en valeur relative.

Cet accroissement s'est principalement répercutée sur le guichet PLANUT, la contrepartie de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre des projets à financement conjoints, ainsi que sur les autres Ressources Internes Ordinaires (RIO), parmi lesquelles les transferts aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

L'exécution du BIP 2021 prenait en compte à plus de 80% de ses ressources, la

poursuite et l'achèvement des projets en cours, l'achèvement de la mise en service des grands projets d'infrastructures, des projets du PLANUT et du PTS-Jeunes, ainsi que des infrastructures nécessaires à l'organisation du CHAN 2021 et de la CAN 2022. Il prenait en compte également la poursuite de la mise en œuvre du Plan de riposte contre la COVID-19, la couverture santé universelle (CSU) et l'accélération de la décentralisation.

Par ailleurs, les nouvelles orientations stratégiques relatives à la mise en œuvre du Plan présidentiel de reconstruction des régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord ; du Plan de soutien aux produits de grande consommation dans le cadre de la politique d'import-substitution ont été prise en compte dans le BIP 2021.

Dans le cadre de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Etat ainsi que de la préservation de la souveraineté économique et politique du Cameroun, le **Président de la République, Chef de l'Etat** a autorisé le Gouvernement à négocier et éventuellement à conclure au cours de l'exercice 2021 des Emprunts concessionnels qui ont abouti à la signature de l'ordonnance N°2021/004 du 29 décembre 2021 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finance de la République du Cameroun pour l'exercice 2021.

II-PRESENTATION DU BIP 2021

Cette section est consacrée à la présentation du BIP 2021 adoptée par le parlement. Elle présente également les priorités du BIP 2021 et la répartition du BIP par grandes masses et par secteurs.

II .1 Priorités du BIP 2021

Conformément à la Circulaire N°001/CAB/PR du 10 juillet 2020 du Président de la République, relative à la préparation du budget de l'État pour l'exercice 2021, et en cohérence avec les options de la Stratégie Nationale de Développement, les priorités du BIP au titre de l'exercice 2021 portent entre autres sur :

- la poursuite des programmes d'investissement spéciaux (CHAN 2021, CAN 2022, PLANUT, PTSJ);
- la mise en service des grands projets de première génération, notamment la finalisation des infrastructures connexes ;
- la poursuite de la mise en œuvre du plan global de riposte contre la pandémie de la COVID 19;
- le renforcement des ressources à affecter aux Collectivités Territoriales Décentralisées, à l'effet de leur permettre d'exercer les compétences qui leur sont transférées en toute autonomie;
- le respect des engagements du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre des programmes d'appuis budgétaires;
- la mobilisation des fonds de contrepartie pour assurer le respect des engagements pris par le Gouvernement et disposer ainsi des conditions financières favorables au décaissement des financements extérieurs ;
- la mise en œuvre du plan de reconstruction des régions affectées par les crises.

II.2 Présentation du BIP 2021 issu de la loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finances pour l'exercice 2021

Au titre de l'exercice 2021, le Budget général est arrêté à la somme de 4 670,0 milliards de FCFA en Crédits de Paiement (CP) et plafonné au montant de 4 724,5 milliards de FCFA en Autorisations d'Engagement (AE), soit une hausse des CP de 3,2 % par rapport à 2020. Les ressources allouées à l'investissement public au titre de l'exercice 2021 sont de **FCFA 1 406,5 milliards en AE** et de **FCFA 1 352,0 milliards en CP** et

représentent **29 %** du budget général. Le BIP 2021 est en augmentation en valeur absolue de **FCFA 97,7 milliards**, soit **7,8 %** en valeur relative, comparativement à l'exercice 2020. Cette hausse est portée à 51 % par les ressources extérieures qui ont connu une augmentation de **FCFA 49,8 milliards**, soit **7,3 %** en valeur relative. Les Ressources Internes sont également en hausse comparativement à l'exercice 2020 (**+8,4 %**).

Le **Président de la République**, a autorisé le Gouvernement à négocier et à conclure au cours de l'exercice 2021 des Emprunts concessionnels qui ont abouti à la signature de l'ordonnance N°2021/004 du 29 décembre 2021 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finance de la République du Cameroun pour l'exercice 2021. Cette Ordonnance, ratifiée par la loi N°2022/004 du 27 avril 2022 portant ratification de l'Ordonnance N° 2021/004 du 29 décembre 2021, a porté le Budget général à FCFA 5 235,0 milliards en Crédits de Paiement (CP), plafonné au montant de FCFA 5 289,5 milliards en Autorisations d'Engagement (AE). A l'issu de cette Ordonnance la dotation initiale du BIP est resté inchangée.

II.3 Evolution du BIP global au cours des cinq dernières années

La dotation du BIP en CP représente 29 % du budget global de l'Etat. Comparativement à l'exercice budgétaire 2020, le BIP 2021 connaît une hausse de l'ordre de 7,8 points en termes de Crédits de Paiement. Le tableau ci-après présente l'évolution du BIP de 2017 à 2021.

Tableau 1: Evolution du BIP en valeurs de 2017-2021 (en milliards de FCFA)

Exercice Budgétaire	2017		2018		2019		2020		2021	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Global	4 659,70	4 234,70	4 813,60	4 689,50	5 359,80	5 212	5 040,70	4951,7	4 724,5	4 670
BIP en volume	1 873,50	1 586,90	1 404,20	1 291,50	1 625,80	1 478	1 306,07	1 254,30	1 406,5	1 352
Part du BIP dans le Budget Global (%)	40,2	36,3	29,2	27,5	30,3	28,4	25,91	25,33	29,7	28,9

Source : Lois de Finances (2017, 2018, 2019, 2020 et 2021).

II.4 Evolution des Ressources Transférées

La promulgation de la Loi 2019/04 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Décentralisées et la mise en œuvre de la réforme relative au nouveau mode de budgétisation, d'exécution et de suivi des ressources transférées aux CTD,

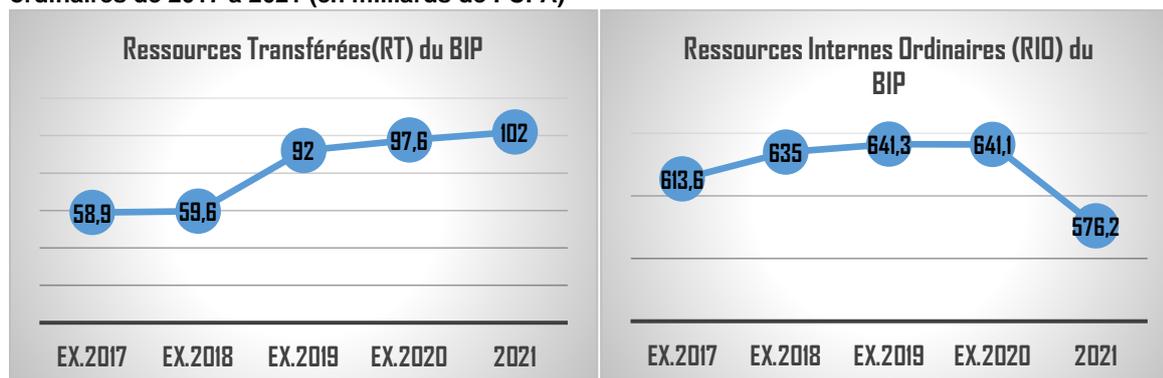
ont marqué un tournant décisif dans le renforcement du processus de décentralisation au Cameroun. Les ressources du BIP transférées aux Communes ont connu une augmentation de plus de **71 %** depuis l'exercice 2018. Pour ce qui est de l'exercice 2021, ces ressources sont estimées à **FCFA 102 milliards** soit **17,7 %** des ressources internes ordinaires affectées au BIP 2021.

Tableau 2: Evolution des Ressources Transférées du BIP en Crédits de Paiement sur la période 2017-2021 (en milliards de FCFA)

ANNEES	Ex.2017	Ex.2018	Ex.2019	Ex.2020	2021
Ressources Internes Ordinaires (RIO) du BIP	613,6	635	641,3	641,1	576,2
Variation relative RIO	6,20%	3,50%	1,00%	0,00%	8,9
Ressources Transférées(RT) du BIP	58,9	59,6	92	97,6	102
Variation relative RT	1,40%	1,20%	54,40%	6,10%	4,5
Poids des RT dans les RIO du BIP	9,60%	9,40%	14,30%	15,20%	17,7

Source : MINEPAT/DPIP

Graphique 1 : Evolution des Ressources Transférées aux CTD par rapport au Ressources Internes ordinaires de 2017 à 2021 (en milliards de FCFA)



Source : MINEPAT/DPIP

II.5 Présentation du BIP par chapitre budgétaire

Le tableau ci-dessous présente par chapitre budgétaire, la répartition du BIP 2021 conformément à la Loi de Finances rectificative.

Tableau 3 : Présentation du BIP (Loi de Finances) 2021 par chapitre budgétaire (en milliers de FCFA)

Chapitres budgétaires	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE	
	AE	CP	AE	CP
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	900 000	900 000	900 000	900 000
ASSEMBLEE NATIONALE	6 700 000	6 700 000	6 700 000	6 700 000
SERVICES DU PREMIER MINISTRE	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500 000	500 000	500 000	500 000
MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	3 132 000	3 100 000	3 132 000	3 100 000

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020
(EXECUTION DU BIP 2020)

Chapitres budgétaires	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE	
	AE	CP	AE	CP
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	2 799 000	2 650 000	2 799 000	2 650 000
MINISTERE DE LA JUSTICE	4 578 732	4 520 000	4 578 732	4 520 000
COUR SUPREME	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	1 100 000	1 100 000	1 100 632	1 100 632
CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	4 556 559	1 400 000	4 556 559	1 400 000
DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	3 513 407	3 000 000	3 513 407	3 000 000
MINISTERE DE LA DEFENSE	8 624 000	6 000 000	8 624 000	6 000 000
MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	1 323 151	1 323 151	1 323 151	1 323 151
MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	30 976 150	30 976 150	31 406 150	31 406 150
MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	20 993 000	20 993 000	20 993 000	20 993 000
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 700 000	1 700 000	1 700 000	1 700 000
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	13 103 493	5 500 000	13 103 493	5 500 000
MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	1 530 000	1 530 000	1 530 000	1 530 000
MINISTERE DES FINANCES	6 189 556	6 120 000	6 189 556	6 120 000
MINISTERE DU COMMERCE	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	34 421 963	34 421 963	34 421 963	34 421 963
MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	5 300 000	5 300 000	5 300 000	5 300 000
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	8 307 032	7 797 032	8 322 032	7 812 032
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	6 740 646	6 740 646	6 740 646	6 740 646
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	41 655 185	41 655 185	41 655 185	41 655 185
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	2 725 000	2 725 000	2 725 000	2 725 000
MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	3 973 000	3 973 000	3 973 000	3 973 000
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	63 336 513	63 336 513	63 336 513	63 336 513
MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	27 216 887	27 216 887	27 216 887	27 216 887
MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	223 091 087	221 011 106	223 091 087	221 011 106
MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	5 554 500	5 554 500	5 554 500	5 554 500
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	5 667 656	5 667 656	5 662 756	5 662 756
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	436 302 549	406 299 999	439 286 976	409 284 426
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	1 821 000	1 821 000	1 821 000	1 821 000
MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	112 077 873	112 075 373	112 077 873	112 075 373
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	3 517 853	3 517 853	3 517 853	3 517 853
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	87 158 755	83 640 501	87 158 755	83 640 501
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	600 000	600 000	600 000	600 000
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2 864 000	2 864 000	2 864 040	2 864 040
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1 181 500	1 181 500	1 181 500	1 181 500
MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	16 550 000	16 550 000	16 550 000	16 550 000
MINISTERE DES TRANSPORTS	43 167 500	43 000 000	43 167 500	43 000 000

Chapitres budgétaires	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE	
	AE	CP	AE	CP
COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	500 000	500 000	500 000	500 000
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	6 000 000	2 000 000	6 000 000	2 000 000
ELECTIONS CAMERDOON	500 000	500 000	500 000	500 000
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	250 000	250 000	250 000	250 000
SENAT	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000
COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	600 000	600 000	600 000	600 000
SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	-	-	50 000	50 000
DEPENSES COMMUNES	-	-	13 430 791	13 430 791
PARTICIPATIONS	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
REHABILITATION/RESTRUCTURATION	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	95 087 983	95 087 983	95 087 983	95 087 983
REPORT	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Source : MINEPAT

II.6. Présentation du BIP 2021 par grandes masses

Le BIP 2021 est en augmentation en valeur absolue de 97,7 milliards de F.CFA, soit 7,8% en valeur relative, comparativement à l'exercice 2020. Cette hausse est tirée à 51% par les ressources extérieures qui ont connu une augmentation de 49,8 milliards de F.CFA, soit 7,3% en valeur relative. Les Ressources Internes sont également en hausse comparativement à 2020 (+8,4 %).

L'accroissement des ressources internes s'est principalement répercuté sur le guichet PLANUT (+20,9 %) et la contrepartie de l'État dans le cadre de la mise en œuvre des projets à financement conjoints (+11,6 %).

Tableau 4: Répartition du BIP en Crédits de Paiement par grandes masses et par exercices budgétaires (en milliards de F CFA)

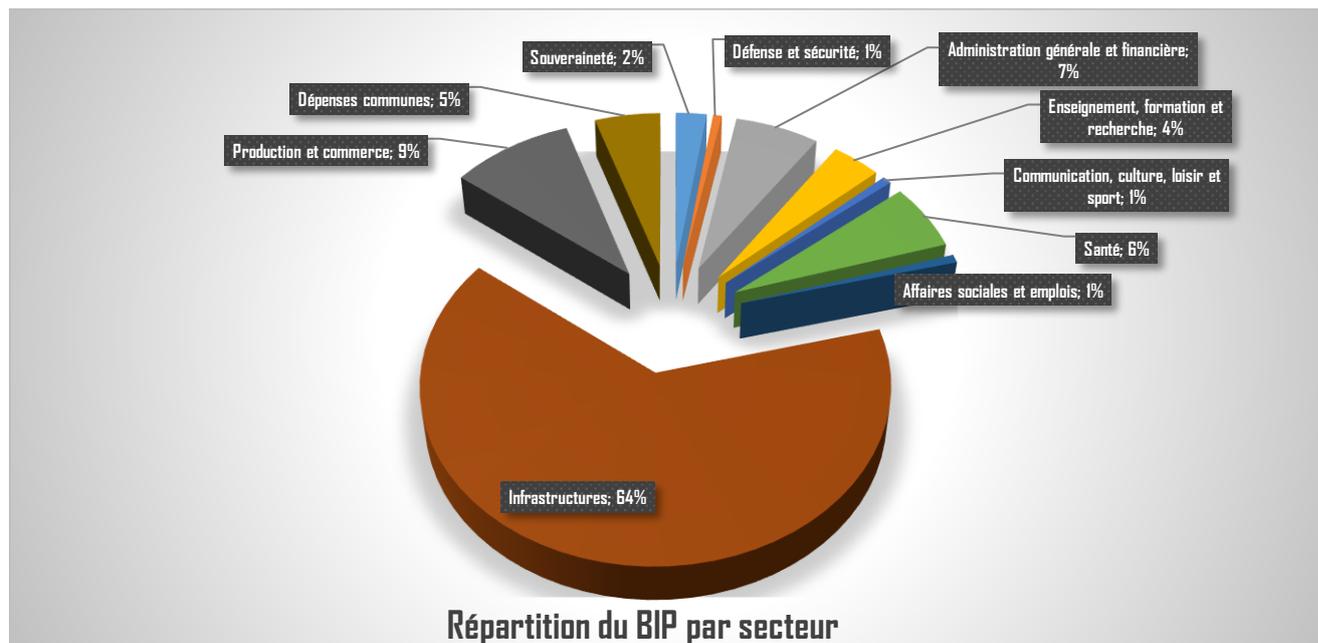
Grandes masses	Ex.2017	Ex.2018	Ex.2019	Ex.2020	Ex. 2021	Variation entre 2020 et 2021 (%)	Variation absolue
Ressources Internes	961,9	695,5	703	570,3	618,2	8,4	47,9
RIS* (C2D+ Appui budgétaire)	33,3	23,5	26,7	18,6	12,3	-33,9	-6,3
Réhabilitation/ Participation	35	37	40	28,1	35	24,6	6,9
Ressources Internes Ordinaires (RIO)	893,6	635	636,3	523,6	570,9	9,0	47,3
CAN	30	110	72	50	44	-12,0	-6,0
PLANUT	260	-	39	47,4	57,3	20,9	9,9
PTSJ	25	10	10	6,1	3	-50,8	-3,1
FCP/(DR+TDD)	198,7	141,2	113,9	80,3	89,6	11,6	9,3
Autres	379,9	373,8	401,4	339,8	377	10,9	37,2
Ressources Externes	625	596	775	684	733,8	7,3	49,8
BIP global	1 586,90	1 291,50	1 478,00	1 254,30	1 352,00	7,8	97,7

Source : MINEPAT

II.7 Evolution du BIP 2021 par Secteur

En terme de répartition des ressources du BIP 2021, les secteurs « **infrastructures** », « **production et commerce** » et « **santé** » restent prioritaires et représentent respectivement **64,47%**, **9,45%** et **6,18%** de la dotation en CP. Le tableau ci-dessous présente la ventilation du BIP par secteurs au cours des cinq derniers exercices budgétaires.

Graphique 2 : Répartition du BIP en Crédits de Paiement par secteur pour le compte de l'exercice 2021 (Poids dans le BIP en %)



Source : MINEPAT

Tableau 5 : Evolution du BIP en crédits de Paiement par Secteur (en milliards de FCFA).

SECTEURS	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021
Souveraineté	24,1	24,2	31,9	26,6	32
Défense et sécurité	22	6	26,1	19,9	9
Administration générale et financière	70,4	49,8	95,1	84	87,9
Enseignement, formation et recherche	74,1	68,5	71,9	51,7	51,7
Communication, culture, loisir et sport	5,1	5,8	5,6	11,1	9,8
Santé	135,1	91	103,6	80,7	83,6
Affaires sociales et emplois	11,6	11,6	11,9	10,3	10,3
Infrastructures	1001,1	784,7	850,3	800,8	871,7
Production et commerce	145,6	102,7	105,6	92,1	127,8
Dépenses communes	97,9	147,2	176	77,2	68,2
TOTAL	1587	1291,5	1478	1254,4	1352

Source : MINEPAT

III- EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP 2020

L'exécution du BIP 2021 s'est déroulée dans un contexte marqué par l'opérationnalisation de la Stratégie Nationale de Développement 2020–2030 (SND30), la poursuite du plan de riposte contre la pandémie de la COVID-19, l'élaboration de nouvelles stratégies pour la reconstruction des Régions en proie à l'insécurité et économiquement sinistrées entre autres.

Bien que le Budget Général ait connu une augmentation à travers la promulgation de la Loi N°2022/004 du 27 avril 2022 portant ratification de l'Ordonnance N° 2021/004 du 29 décembre modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finance de la République du Cameroun pour l'exercice 2021, le BIP 2021 quant à lui n'a pas été modifié.

Dans cette partie il sera présenté la situation d'exécution du BIP globale ainsi que les situations d'exécution des différentes catégories du BIP.

III-1 Mouvement de crédits du BIP 2020

Le BIP au titre de l'exercice 2021 a connu des modifications au cours de son exécution en raison d'un grand nombre de mouvements de crédits effectués par les Administrations. C'est mouvement ont ont porté le BIP de **FCFA 1 352 milliards** à **FCFA 1 185,59 milliards**, soit une baisse de **FCFA 166,41 milliards (-12,30 %)** en Crédits de Paiement.

En effet quatre types de mouvements ont été opérés au cours de l'exercice 2021 et sont ci-après présentés. Il s'agit des :

- redéploiement intra-programme, effectués à l'intérieur d'un même programme (38%) ;
- virements inter-programme, effectués entre les programmes d'un même chapitre budgétaire (6%) ;
- virements et transferts inter-chapitre, effectués entre chapitres budgétaires (22%);
- virements effectués entre le budget de fonctionnement et le budget d'investissement (34%).

Tableau 6: situation des virements de crédits du BIP 2021 (en milliers de FCFA)

CHAPITRE		VIREMENTS ET TRANSFERTS BIP - BF		TRANSFERTS INTER-CHAPITRES		VIREMENTS INTER-PROGRAMMES		MODIFICATIONS INTRA-PROGRAMMES		ENSEMBLE	
Code	Libellé du chapitre	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	-	-	-	-	-	-	385	385	385	385
02	SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	-	-	-	-	-	-	360 000	360 000	360 000	360 000
03	ASSEMBLEE NATIONALE	-	-	2 980 321	-	-	-	-	-	2 980 321	-
04	SERVICES DU PREMIER MINISTRE	-	-	-	-	-	-	325 952	325 952	325 952	325 952
06	MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	-	-	-	-	-	-	89 036	89 036	89 036	89 036
07	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	-	-	-	-	-	-	802 025	802 025	802 025	802 025
08	MINISTERE DE LA JUSTICE	711 298	-	116 837	5 500	-	-	213 975	213 975	1 042 110	219 475
09	COUR SUPREME	-	-	-	-	-	-	72 829	72 829	72 829	72 829
10	MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	-	632	-	14 017	-	-	132 649	132 649	132 649	147 299
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	11 890	-	-	-	-	-	441 809	441 809	453 699	441 809
13	MINISTERE DE LA DEFENSE	-	-	-	116 837	126 198	126 198	-	-	126 198	243 035
14	MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	-	-	-	138 600	-	-	119 119	119 119	119 119	257 719
15	MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	-	430 000	-	80 422	-	-	1 146 610	1 146 610	1 146 610	1 657 032
16	MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	15 000 000	25 885	-	107 500	30 676	30 676	3 492 000	3 492 000	18 522 676	3 656 062
18	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	-	-	-	26 295	-	-	1 425 615	1 425 615	1 425 615	1 451 910
19	MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	-	-	-	-	-	-	62 000	62 000	62 000	62 000
20	MINISTERE DES FINANCES	2 687 978	-	-	-	-	-	-	-	2 687 978	-
21	MINISTERE DU COMMERCE	-	-	-	-	-	-	177 000	177 000	177 000	177 000
22	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	-	131 826	-	14 779 882	1 689 110	1 689 110	8 011 126	8 011 126	9 700 236	24 611 943
23	MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	-	-	-	-	-	-	75 000	75 000	75 000	75 000
25	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	-	15 000	-	501 043	-	-	220 774	220 774	220 774	736 817
26	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	-	-	-	-	-	-	3 042	3 042	3 042	3 042
27	MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	-	-	-	-	-	-	2 794 587	2 794 587	2 794 587	2 794 587
28	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	-	-	1 500 000	-	-	-	150 000	150 000	1 650 000	150 000
29	MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	-	-	-	-	-	-	700 000	700 000	700 000	700 000
30	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	14 026 187	-	-	591 621	1 456 192	1 456 192	2 034 750	2 034 750	17 517 129	4 082 563
31	MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	-	-	-	4 722 632	5 969 590	5 969 590	89 733	89 733	6 059 323	10 781 955
32	MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	36 358 742	12 230 675	94 254 706	5 070 388	8 160 646	8 160 646	4 554 181	4 554 181	143 328 276	30 015 891
33	MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	-	-	-	1 734 193	2 000 000	2 000 000	-	-	2 000 000	3 734 193
35	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	27 613	-	-	-	-	-	-	-	27 613	-
36	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	90 762 998	4 292 115	-	-	7 149 027	7 149 027	68 938 130	68 938 130	166 850 155	80 379 271
37	MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	-	-	-	119 370	160 000	160 000	5 650	5 650	165 650	285 020
38	MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	24 412 799	-	-	1 289 260	716 366	716 366	34 096 489	34 096 489	59 225 654	36 102 114
39	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	-	-	-	-	-	-	225 000	225 000	225 000	225 000
40	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	-	4 825 773	-	73 813 977	11 027 353	11 027 353	7 483 451	7 483 451	18 510 804	97 150 553
41	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	-	253 551	-	-	-	-	-	-	-	253 551
42	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	-	151 852	-	-	8 000	8 000	633 066	633 066	641 066	792 918
43	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	-	-	-	52 147	-	-	79 084	79 084	79 084	131 230
45	MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	8 805 735	-	-	-	-	-	68 783	68 783	8 874 518	68 783
46	MINISTERE DES TRANSPORTS	9 936 726	-	30 000 000	-	-	-	-	-	39 936 726	-

CHAPITRE		VIREMENTS ET TRANSFERTS BIP - BF		TRANSFERTS INTER-CHAPITRES		VIREMENTS INTER-PROGRAMMES		MODIFICATIONS INTRA-PROGRAMMES		ENSEMBLE	
Code	Libellé du chapitre	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
48	COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	-	-	-	-	-	-	1 235 500	1 235 500	1 235 500	1 235 500
49	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	-	-	-	-	-	-	500 000	500 000	500 000	500 000
50	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	-	-	-	-	-	-	25 000	25 000	25 000	25 000
52	COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN	-	-	-	-	-	-	45 583	45 583	45 583	45 583
54	COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	-	-	-	-	-	-	349 750	349 750	349 750	349 750
60	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	-	50 000	-	-	-	-	-	-	-	50 000
65	DEPENSES COMMUNES	4 258 794	20 136 471	-	30 000 000	-	-	293 675	293 675	4 552 469	50 430 146
93	REHABILITATION/RESTRUCTURATION	1 990 000	-	-	-	-	-	14 001 787	14 001 787	15 991 787	14 001 787
94	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	-	-	107 500	-	-	-	74 436 892	74 436 892	74 544 392	74 436 892
95	REPORT	-	38 732	4 204 319	-	-	-	865 273	865 273	5 069 592	904 005
ENSEMBLE DES CHAPITRES		208 990 762	42 582 512	133 163 683	133 163 683	38 493 158	38 493 158	230 777 309	230 777 309	611 424 912	445 016 662

III- 2 Situation finale de l'exécution du BIP 2021

La dotation en crédits de Paiement du BIP 2021, après les mouvements de crédits qui sont intervenus, au cours de l'exercice est de **FCFA 1 185,59 milliards** répartie ainsi qu'il suit :

- **FCFA 666,64 milliards** en ressources internes ;
- **FCFA 518,95 milliards** en ressources externes.

La situation de l'exécution physico-financière affiche les statistiques ci-après :

- engagement : **FCFA 1 136,46 milliards** en valeur absolue, soit **95,86 %** en valeur relative ;
- liquidation : **FCFA 1 125,88 milliards** en valeur absolue, soit **94,86 %** en valeur relative ;
- ordonnancement : **FCFA 1 123,83 milliards** en valeur absolue, soit **94,79 %** en valeur relative ;
- taux d'exécution physique des projets : **82,07 %**.

Les données d'exécution des ressources internes se présente ainsi qu'il suit :

- Taux d'engagement : **96,85 %** contre **96,72 %** à la même période en 2020, soit une hausse de **0,13 points** ;
- Taux de liquidation : **95,27 %** contre **95,47 %** au terme de l'exercice 2020, soit une diminution de **0,20 points** ;
- Taux d'ordonnancement : **94,96%** contre **95,42 %** au 31 décembre 2019, soit une baisse de **0,46 points** ;
- Taux de réalisation physique : **79,58 %** contre **90,26 %** à la même période en 2020, soit une baisse de **10,68 points**.

Concernant les projets relevant des financements extérieurs, il est observé au terme de l'exercice 2021, une baisse du taux d'exécution desdits projets (**85,18 %** contre **99,92 %** à la même période en 2020, soit une baisse de **14,74 points**).

Tableau 7 : Situation d'exécution du BIP 2021 par mode de gestion (en milliers de FCFA)

	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
BIP 2021 sur ressources internes	672 687 540	618 200 008	721 130 257	666 642 725	645 668 134	635 085 879	633 043 308	96,85	95,27	94,96	79,58
Crédits à gestion centrale	553 468 511	500 889 248	583 739 293	531 160 030	517 490 938	513 647 135	511 604 564	97,43	96,70	96,32	77,94
<i>R1 affectées aux projets CAN</i>	44 000 000	44 000 000	44 164 062	44 164 062	44 164 000	44 164 000	44 164 000	100,00	100,00	100,00	27,05
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	66 051 014	66 051 014	64 291 078	64 291 078	63 066 494	63 066 494	63 066 494	98,10	98,10	98,10	93,53
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	23 500 000	23 500 000	21 757 543	21 757 543	21 757 543	21 757 543	21 757 543	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	30 610 910	30 610 910	33 334 502	33 334 502	31 341 451	31 341 451	31 341 451	94,02	94,02	94,02	89,35
<i>Subventions aux entreprises</i>	170 000	170 000	786 313	786 313	774 367	774 367	774 367	98,48	98,48	98,48	98,48
<i>Crédits Plan Triennal Spécial jeunes</i>	3 000 000	3 000 000	2 722 157	2 722 157	2 720 407	2 720 407	2 720 407	99,94	99,94	99,94	98,32
<i>Crédits PLANUT</i>	57 697 868	57 377 868	49 194 089	48 874 089	48 520 035	48 520 035	48 520 035	99,28	99,28	99,28	71,23
<i>Crédits pour projets C2D</i>	7 018 862	7 018 862	7 018 862	7 018 862	6 881 782	6 881 782	6 821 782	98,05	98,05	97,19	-
<i>Participations</i>	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	19 900 085	19 900 085	19 900 085	99,50	99,50	99,50	99,50
<i>Réhabilitation / Restructuration</i>	15 000 000	15 000 000	13 010 000	13 010 000	11 128 628	11 128 628	11 128 628	85,54	85,54	85,54	85,54
<i>Reports de crédits (Chapitre 95 + Administrations)</i>	5 000 000	5 000 000	5 868 648	5 868 648	5 099 355	5 099 355	5 099 355	86,89	86,89	86,89	-
<i>chapitre 95</i>	5 000 000	5 000 000	834 413	834 413	806 857	806 857	806 857	96,70	96,70	96,70	-
<i>Administrations</i>	-	-	5 034 235	5 034 235	4 292 498	4 292 498	4 292 498	85,27	85,27	85,27	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	281 419 857	229 160 594	321 592 040	269 332 777	262 136 791	258 292 987	256 310 416	97,33	95,90	95,16	74,90
Crédits délégués et transferts aux CTD	119 219 029	117 310 760	137 390 964	135 482 695	128 177 196	121 438 745	121 438 745	94,61	89,63	89,63	85,14
<i>Crédits délégués aux SDs en régions</i>	15 932 113	14 023 844	28 467 691	26 559 422	25 839 662	22 776 648	22 776 648	97,29	85,76	85,76	70,79
<i>Délégations automatiques</i>	15 932 113	14 023 844	15 789 629	13 881 360	13 219 081	12 603 166	12 603 166	95,23	90,79	90,79	86,10
<i>Délégations ponctuelles FCP dep. réelles</i>	-	-	1 037 323	1 037 323	1 037 323	1 037 323	1 037 323	100,00	100,00	100,00	91,44
<i>Délégations ponctuelles PTS-Jeunes</i>	-	-	277 843	277 843	277 843	277 791	277 791	100,00	99,98	99,98	13,50
<i>Autres Délégations ponctuelles</i>	-	-	11 362 896	11 362 896	11 305 415	8 858 368	8 858 368	99,49	77,96	77,96	43,99
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	101 299 750	101 299 750	103 877 821	103 877 821	97 427 389	93 823 611	93 823 611	93,79	90,32	90,32	87,63
<i>transferts de compétences</i>	65 910 640	65 910 640	66 382 560	66 382 560	62 543 455	60 606 811	60 606 811	94,22	91,30	91,30	88,85

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020
(EXECUTION DU BIP 2020)

	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
<i>DGD volet investissement</i>	<i>35 389 109</i>	<i>35 389 109</i>	<i>36 000 004</i>	<i>36 000 004</i>	<i>33 388 678</i>	<i>32 007 940</i>	<i>32 007 940</i>	<i>92,75</i>	<i>88,91</i>	<i>88,91</i>	<i>86,35</i>
<i>transferts d'intervention en investissement</i>	-	-	<i>1 495 257</i>	<i>1 495 257</i>	<i>1 495 256</i>	<i>1 208 860</i>	<i>1 208 860</i>	<i>100,00</i>	<i>80,85</i>	<i>80,85</i>	<i>62,09</i>
<i>Crédits délégués aux Ambassades, Consulats,...etc</i>	<i>1 987 166</i>	<i>1 987 166</i>	<i>5 045 452</i>	<i>5 045 452</i>	<i>4 910 144</i>	<i>4 838 486</i>	<i>4 838 486</i>	<i>97,32</i>	<i>95,90</i>	<i>95,90</i>	<i>95,90</i>
<i>Délégations automatiques</i>	<i>1 987 166</i>	<i>1 987 166</i>	<i>1 987 166</i>	<i>1 987 166</i>	<i>1 851 859</i>	<i>1 851 859</i>	<i>1 851 859</i>	<i>93,19</i>	<i>93,19</i>	<i>93,19</i>	<i>93,19</i>
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	<i>3 058 286</i>	<i>3 058 286</i>	<i>3 058 286</i>	<i>2 986 627</i>	<i>2 986 627</i>	<i>100,00</i>	<i>97,66</i>	<i>97,66</i>	<i>97,66</i>
BIP 2021 sur ressources externes	733 800 000	733 800 000	518 949 033	518 949 033	490 789 650	490 789 650	490 789 650	94,57	94,57	94,57	85,18
TOTAL BIP 2021	1 406 487 540	1 352 000 008	1 240 079 290	1 185 591 758	1 136 457 785	1 125 875 530	1 123 832 959	95,86	94,96	94,79	82,07

CTD= Collectivité Territoriale Décentralisée C2D=Contrat Désendettement Développement RI=Ressources internes SD= Service Déconcentré

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)

Tableau 8 : exécution du BIP 2021 par chapitre budgétaire et par catégorie de crédits

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	5 999 797	5 999 797	5 999 797	100,00	100,00	100,00	91,25
Ressources internes	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	5 999 797	5 999 797	5 999 797	100,00	100,00	100,00	91,25
Crédits à gestion centrale	6 000 000	6 000 000	5 266 000	5 266 000	5 265 797	5 265 797	5 265 797	100,00	100,00	100,00	90,03
Autres Crédits à gestion centrale	6 000 000	6 000 000	5 266 000	5 266 000	5 265 797	5 265 797	5 265 797	100,00	100,00	100,00	90,03
Crédits délégués	-	-	734 000	734 000	734 000	734 000	734 000	100,00	100,00	100,00	100,00
Délégations ponctuelles	-	-	734 000	734 000	734 000	734 000	734 000	100,00	100,00	100,00	100,00
02 SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	900 000	900 000	900 000	900 000	699 992	699 992	699 992	77,78	77,78	77,78	77,78
Ressources internes	900 000	900 000	900 000	900 000	699 992	699 992	699 992	77,78	77,78	77,78	77,78
Crédits à gestion centrale	900 000	900 000	900 000	900 000	699 992	699 992	699 992	77,78	77,78	77,78	77,78
Autres Crédits à gestion centrale	900 000	900 000	900 000	900 000	699 992	699 992	699 992	77,78	77,78	77,78	77,78
03 ASSEMBLEE NATIONALE	6 700 000	6 700 000	3 719 679	3 719 679	3 700 000	3 700 000	3 700 000	99,47	99,47	99,47	-
Ressources internes	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	100,00	100,00	100,00	-
Crédits à gestion centrale	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	100,00	100,00	100,00	-
04 SERVICES DU PREMIER MINISTRE	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	4 978 821	4 974 821	4 974 821	99,58	99,50	99,50	98,91
Ressources internes	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	4 978 821	4 974 821	4 974 821	99,58	99,50	99,50	98,91
Crédits à gestion centrale	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	4 978 821	4 974 821	4 974 821	99,58	99,50	99,50	98,91
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	165 734	165 734	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	100,00	100,00	100,00	100,00
Autres Crédits à gestion centrale	4 834 266	4 834 266	4 965 000	4 965 000	4 943 821	4 939 821	4 939 821	99,57	99,49	99,49	98,90
05 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
Ressources internes	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédits à gestion centrale	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
06 MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	3 132 000	3 100 000	3 132 000	3 100 000	2 924 057	2 924 057	2 924 057	94,32	94,32	94,32	86,32
Ressources internes	3 132 000	3 100 000	3 132 000	3 100 000	2 904 378	2 904 378	2 904 378	93,69	93,69	93,69	86,32
Crédits à gestion centrale	1 194 834	1 162 834	1 158 544	1 126 544	1 066 230	1 066 230	1 066 230	94,65	94,65	94,65	74,16
Autres Crédits à gestion centrale	1 194 834	1 162 834	1 158 544	1 126 544	1 066 230	1 066 230	1 066 230	94,65	94,65	94,65	74,16
Crédits délégués	1 937 166	1 937 166	1 973 456	1 973 456	1 838 149	1 838 149	1 838 149	93,14	93,14	93,14	93,14
Délégations automatiques aux SDs	1 937 166	1 937 166	1 937 166	1 937 166	1 801 859	1 801 859	1 801 859	93,02	93,02	93,02	93,02
Délégations ponctuelles	-	-	36 290	36 290	36 290	36 290	36 290	100,00	100,00	100,00	100,00
Ressources externes	-	-	-	-	19 679	19 679	19 679	-	-	-	-
07 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	2 799 000	2 650 000	2 799 000	2 650 000	2 158 433	2 158 433	2 158 433	81,45	81,45	81,45	33,88
Ressources internes	2 799 000	2 650 000	2 799 000	2 650 000	2 158 433	2 158 433	2 158 433	81,45	81,45	81,45	33,88
Crédits à gestion centrale	2 373 525	2 224 525	2 373 525	2 224 525	1 748 782	1 748 782	1 748 782	78,61	78,61	78,61	19,06
Autres Crédits à gestion centrale	2 373 525	2 224 525	2 373 525	2 224 525	1 748 782	1 748 782	1 748 782	78,61	78,61	78,61	19,06
Crédits délégués	425 475	425 475	425 475	425 475	409 650	409 650	409 650	96,28	96,28	96,28	96,47
Délégations automatiques aux SDs	425 475	425 475	425 475	425 475	409 650	409 650	409 650	96,28	96,28	96,28	96,47
08 MINISTERE DE LA JUSTICE	4 578 732	4 520 000	3 756 097	3 697 365	2 045 377	1 949 228	1 949 228	55,32	52,72	52,72	25,37
Ressources internes	4 578 732	4 520 000	3 756 097	3 697 365	2 045 377	1 949 228	1 949 228	55,32	52,72	52,72	25,37
Crédits à gestion centrale	4 155 271	4 155 271	3 332 636	3 332 636	1 688 117	1 688 117	1 688 117	50,65	50,65	50,65	19,14
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	20 000	20 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Crédits à gestion centrale	4 135 271	4 135 271	3 327 228	3 327 228	1 682 710	1 682 710	1 682 710	50,57	50,57	50,57	19,14

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Crédits délégués	423 461	364 729	423 461	364 729	357 260	261 110	261 110	97,95	71,59	71,59	100,00
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	423 461	364 729	423 461	364 729	357 260	261 110	261 110	97,95	71,59	71,59	100,00
09 COUR SUPREME	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 093 420	1 093 420	1 093 420	91,12	91,12	91,12	92,91
Ressources internes	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 093 420	1 093 420	1 093 420	91,12	91,12	91,12	92,91
Crédits à gestion centrale	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 093 420	1 093 420	1 093 420	91,12	91,12	91,12	92,91
10 MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	1 100 000	1 100 000	1 114 649	1 114 649	1 063 277	1 062 661	1 042 661	95,39	95,34	93,54	88,06
Ressources internes	1 100 000	1 100 000	1 114 649	1 114 649	1 063 277	1 062 661	1 042 661	95,39	95,34	93,54	88,06
Crédits à gestion centrale	431 000	431 000	441 649	441 649	414 647	414 647	394 647	93,89	93,89	89,36	87,72
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	431 000	431 000	427 632	427 632	414 647	414 647	394 647	96,96	96,96	92,29	87,72
Crédits délégués	669 000	669 000	673 000	673 000	648 630	648 014	648 014	96,38	96,29	96,29	88,24
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	669 000	669 000	669 000	669 000	644 630	644 014	644 014	96,36	96,27	96,27	88,16
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	100,00	100,00	100,00	100,00
11 CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	4 556 559	1 400 000	4 556 559	1 400 000	1 368 171	1 368 171	1 368 171	97,73	97,73	97,73	46,82
Ressources internes	4 556 559	1 400 000	4 556 559	1 400 000	1 368 171	1 368 171	1 368 171	97,73	97,73	97,73	46,82
Crédits à gestion centrale	4 556 559	1 400 000	4 556 559	1 400 000	1 368 171	1 368 171	1 368 171	97,73	97,73	97,73	46,82
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	4 556 559	1 400 000	4 556 559	1 400 000	1 368 171	1 368 171	1 368 171	97,73	97,73	97,73	46,82
12 DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	3 513 407	3 000 000	3 501 517	2 988 110	2 976 709	2 976 709	2 976 709	99,62	99,62	99,62	26,43
Ressources internes	3 513 407	3 000 000	3 501 517	2 988 110	2 976 709	2 976 709	2 976 709	99,62	99,62	99,62	26,43
Crédits à gestion centrale	3 513 407	3 000 000	3 501 517	2 988 110	2 976 709	2 976 709	2 976 709	99,62	99,62	99,62	26,43
<i>Crédits PLANUT</i>	2 120 000	1 800 000	2 109 884	1 789 884	1 788 767	1 788 767	1 788 767	99,94	99,94	99,94	19,06
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	1 393 407	1 200 000	1 391 633	1 198 226	1 187 942	1 187 942	1 187 942	99,14	99,14	99,14	40,24
13 MINISTERE DE LA DEFENSE	8 624 000	6 000 000	8 740 837	6 116 837	6 116 835	5 844 386	5 844 386	100,00	95,55	95,55	74,90
Ressources internes	8 624 000	6 000 000	8 740 837	6 116 837	6 116 835	5 844 386	5 844 386	100,00	95,55	95,55	74,90
Crédits à gestion centrale	8 574 000	5 950 000	8 690 837	6 066 837	6 066 835	5 794 386	5 794 386	100,00	95,51	95,51	74,69
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	8 474 000	5 850 000	8 590 837	5 966 837	5 966 835	5 694 386	5 694 386	100,00	95,43	95,43	74,27
Crédits délégués	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	100,00	100,00	100,00	100,00
14 MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	1 323 151	1 323 151	1 461 751	1 461 751	1 384 902	1 384 754	1 384 754	94,74	94,73	94,73	94,14
Ressources internes	1 323 151	1 323 151	1 461 751	1 461 751	1 384 902	1 384 754	1 384 754	94,74	94,73	94,73	94,14
Crédits à gestion centrale	1 097 651	1 097 651	1 154 251	1 154 251	1 090 778	1 090 778	1 090 778	94,50	94,50	94,50	100,00
<i>Crédits pour projets C2D</i>	297 651	297 651	297 651	297 651	297 651	297 651	297 651	100,00	100,00	100,00	-
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	138 600	138 600	99 560	99 560	99 560	71,83	71,83	71,83	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	800 000	800 000	718 000	718 000	693 567	693 567	693 567	96,60	96,60	96,60	100,00
Crédits délégués	225 500	225 500	307 500	307 500	294 124	293 977	293 977	95,65	95,60	95,60	80,46
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	225 500	225 500	225 500	225 500	212 124	211 979	211 979	94,07	94,00	94,00	96,54
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	82 000	82 000	82 000	81 998	81 998	100,00	100,00	100,00	36,22
15 MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	30 976 150	30 976 150	31 486 572	31 486 572	28 066 237	27 535 290	27 535 290	89,14	87,45	87,45	87,57
Ressources internes	16 396 150	16 396 150	16 906 572	16 906 572	15 818 578	15 287 631	15 287 631	93,56	90,42	90,42	90,82
Crédits à gestion centrale	2 055 850	2 055 850	2 560 572	2 560 572	2 304 467	2 304 467	2 304 467	90,00	90,00	90,00	79,87
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	420 850	420 850	420 850	420 850	383 512	383 512	383 512	91,13	91,13	91,13	91,13
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100,00	100,00	100,00	-

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	80 422	80 422	-	-	-	-	-	-	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	1 535 000	1 535 000	1 959 300	1 959 300	1 820 955	1 820 955	1 820 955	92,94	92,94	92,94	76,52
Crédits délégués	14 340 300	14 340 300	14 346 000	14 346 000	13 514 111	12 983 164	12 983 164	94,20	90,50	90,50	92,23
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	1 015 000	1 015 000	1 015 000	1 015 000	984 795	941 617	941 617	97,02	92,77	92,77	90,32
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	13 325 300	13 325 300	13 325 300	13 325 300	12 523 616	12 038 447	12 038 447	93,98	90,34	90,34	92,41
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	5 700	5 700	5 700	3 100	3 100	100,00	54,39	54,39	-
Ressources externes	14 580 000	14 580 000	14 580 000	14 580 000	12 247 659	12 247 659	12 247 659	84,00	84,00	84,00	84,00
16 MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	20 993 000	20 993 000	6 126 385	6 126 385	6 116 069	6 090 656	6 090 656	99,83	99,42	99,42	15,10
Ressources internes	5 993 000	5 993 000	6 126 385	6 126 385	6 116 069	6 090 656	6 090 656	99,83	99,42	99,42	15,10
Crédits à gestion centrale	5 554 800	5 554 800	5 688 185	5 688 185	5 688 124	5 688 124	5 688 124	100,00	100,00	100,00	8,33
<i>RI affectées aux projets CAN</i>	4 000 000	4 000 000	4 164 062	4 164 062	4 164 000	4 164 000	4 164 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	80 000	80 000	73 131	73 131	73 131	73 131	73 131	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	474 800	474 800	450 993	450 993	450 993	450 993	450 993	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédits délégués	438 200	438 200	438 200	438 200	427 946	402 532	402 532	97,66	91,86	91,86	85,81
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	45 200	45 200	45 200	45 200	38 000	38 000	38 000	84,07	84,07	84,07	100,00
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	393 000	393 000	393 000	393 000	389 946	364 532	364 532	99,22	92,76	92,76	84,17
Ressources externes	15 000 000	15 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
17 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 700 000	1 700 000	1 700 000	1 700 000	1 693 728	1 693 625	1 693 625	99,63	99,62	99,62	97,05
Ressources internes	1 700 000	1 700 000	1 700 000	1 700 000	1 693 728	1 693 625	1 693 625	99,63	99,62	99,62	97,05
Crédits à gestion centrale	1 656 000	1 656 000	1 656 000	1 656 000	1 649 728	1 649 728	1 649 728	99,62	99,62	99,62	96,97
<i>RI affectées aux projets CAN</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	95,00
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	656 000	656 000	656 000	656 000	649 728	649 728	649 728	99,04	99,04	99,04	100,00
Crédits délégués	44 000	44 000	44 000	44 000	44 000	43 896	43 896	100,00	99,76	99,76	100,00
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	44 000	44 000	44 000	44 000	44 000	43 896	43 896	100,00	99,76	99,76	100,00
18 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	13 103 493	5 500 000	13 129 788	5 526 295	4 574 740	4 162 156	4 162 156	82,78	75,32	75,32	61,47
Ressources internes	13 103 493	5 500 000	13 129 788	5 526 295	4 574 740	4 162 156	4 162 156	82,78	75,32	75,32	61,47
Crédits à gestion centrale	13 103 493	5 500 000	13 129 788	5 526 295	4 574 740	4 162 156	4 162 156	82,78	75,32	75,32	61,47
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	3 358 697	3 358 697	2 877 084	2 877 084	2 155 920	2 155 920	2 155 920	74,93	74,93	74,93	65,87
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	26 295	26 295	26 295	26 295	26 295	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	9 744 796	2 141 303	10 226 409	2 622 916	2 392 525	1 979 941	1 979 941	91,22	75,49	75,49	55,64
19 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	1 530 000	1 530 000	1 530 000	1 530 000	1 304 209	1 304 209	1 304 209	85,24	85,24	85,24	70,07
Ressources internes	1 330 000	1 330 000	1 330 000	1 330 000	1 304 209	1 304 209	1 304 209	98,06	98,06	98,06	80,96
Crédits à gestion centrale	1 270 000	1 270 000	1 270 000	1 270 000	1 244 474	1 244 474	1 244 474	97,99	97,99	97,99	80,03
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	934 360	934 360	959 360	959 360	937 546	937 546	937 546	97,73	97,73	97,73	97,97
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	305 640	305 640	280 640	280 640	276 928	276 928	276 928	98,68	98,68	98,68	19,30
Crédits délégués	60 000	60 000	60 000	60 000	59 735	59 735	59 735	99,56	99,56	99,56	100,00
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	60 000	60 000	60 000	60 000	59 735	59 735	59 735	99,56	99,56	99,56	100,00
Ressources externes	200 000	200 000	200 000	200 000	-	-	-	-	-	-	-
20 MINISTERE DES FINANCES	6 189 556	6 120 000	3 501 578	3 432 022	3 365 817	3 252 397	3 252 397	98,07	94,77	94,77	72,18
Ressources internes	4 489 556	4 420 000	3 501 578	3 432 022	3 365 817	3 252 397	3 252 397	98,07	94,77	94,77	72,18

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Crédits à gestion centrale	3 801 556	3 801 556	2 813 578	2 813 578	2 799 666	2 716 012	2 716 012	99,51	96,53	96,53	51,86
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	30 000	30 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Crédits pour projets C2D</i>	90 000	90 000	90 000	90 000	76 087	76 087	76 087	84,54	84,54	84,54	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	3 681 556	3 681 556	2 708 578	2 708 578	2 708 578	2 624 924	2 624 924	100,00	96,91	96,91	49,59
Crédits délégués	688 000	618 444	688 000	618 444	566 151	536 386	536 386	91,54	86,73	86,73	83,14
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	688 000	618 444	688 000	618 444	566 151	536 386	536 386	91,54	86,73	86,73	83,14
Ressources externes	1 700 000	1 700 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21 MINISTERE DU COMMERCE	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	8 528 347	8 448 197	8 448 197	710,70	704,02	704,02	88,48
Ressources internes	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 070 116	989 966	989 966	89,18	82,50	82,50	88,48
Crédits à gestion centrale	537 446	537 446	537 446	537 446	418 361	418 361	418 361	77,84	77,84	77,84	83,11
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	70 000	70 000	70 000	70 000	-	-	-	-	-	-	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	467 446	467 446	467 446	467 446	418 361	418 361	418 361	89,50	89,50	89,50	96,54
Crédits délégués	662 554	662 554	662 554	662 554	651 755	571 605	571 605	98,37	86,27	86,27	92,66
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	162 554	162 554	162 554	162 554	162 543	162 371	162 371	99,99	99,99	99,99	100,00
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	500 000	500 000	500 000	500 000	489 212	409 233	409 233	97,84	81,85	81,85	90,46
Ressources externes	-	-	-	-	7 458 231	7 458 231	7 458 231	-	-	-	-
22 MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	34 421 963	34 421 963	49 333 670	49 333 670	48 761 974	48 761 973	48 761 973	98,84	98,84	98,84	82,19
Ressources internes	14 421 963	14 421 963	14 553 789	14 553 789	13 705 277	13 705 276	13 705 276	94,17	94,17	94,17	87,06
Crédits à gestion centrale	14 312 442	14 312 442	14 439 368	14 439 368	13 591 254	13 591 254	13 591 254	94,13	94,13	94,13	87,00
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	2 921 963	2 921 963	2 921 963	2 921 963	2 852 910	2 852 910	2 852 910	97,64	97,64	97,64	97,87
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	2 911 224	2 911 224	2 559 175	2 559 175	2 494 027	2 494 027	2 494 027	97,45	97,45	97,45	92,59
<i>Crédits PLANUT</i>	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	4 677 136	4 677 136	4 677 136	93,54	93,54	93,54	89,82
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	131 826	131 826	131 826	131 826	131 826	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	2 979 255	2 979 255	3 326 404	3 326 404	2 935 355	2 935 355	2 935 355	88,24	88,24	88,24	67,26
Crédits délégués	109 521	109 521	114 421	114 421	114 023	114 022	114 022	99,65	99,65	99,65	94,45
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	109 521	109 521	109 521	109 521	109 123	109 122	109 122	99,64	99,64	99,64	94,18
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	4 900	4 900	4 900	4 900	4 900	100,00	100,00	100,00	100,00
Ressources externes	20 000 000	20 000 000	34 779 882	34 779 882	35 056 697	35 056 697	35 056 697	100,80	100,80	100,80	80,41
23 MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	5 300 000	5 300 000	5 300 000	5 300 000	5 195 108	5 155 925	5 155 925	98,02	97,28	97,28	67,13
Ressources internes	5 300 000	5 300 000	5 300 000	5 300 000	5 195 108	5 155 925	5 155 925	98,02	97,28	97,28	67,13
Crédits à gestion centrale	3 978 887	3 978 887	3 978 887	3 978 887	3 970 775	3 960 778	3 960 778	99,80	99,54	99,54	62,71
<i>RI affectées aux projets CAN</i>	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	100,00	100,00	100,00	55,71
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	978 887	978 887	978 887	978 887	970 775	960 778	960 778	99,17	98,15	98,15	96,20
Crédits délégués	1 321 113	1 321 113	1 321 113	1 321 113	1 224 334	1 195 147	1 195 147	92,67	90,47	90,47	79,27
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	121 113	121 113	121 113	121 113	121 113	112 465	112 465	100,00	92,86	92,86	100,00
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 103 221	1 082 682	1 082 682	91,94	90,22	90,22	77,18
25 MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	8 307 032	7 797 032	8 823 075	8 313 075	7 772 945	7 528 173	7 441 884	93,50	90,56	89,52	84,90
Ressources internes	5 807 032	5 297 032	6 323 075	5 813 075	5 611 303	5 366 532	5 280 242	96,53	92,32	90,83	84,12
Crédits à gestion centrale	3 178 032	2 668 032	3 524 008	3 014 008	2 874 775	2 765 775	2 679 485	95,38	91,76	88,90	78,83
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	97 032	97 032	97 032	97 032	97 032	97 032	97 032	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	100,00	100,00	100,00	-

**ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)**

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	501 043	501 043	501 043	501 043	501 043	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	2 881 000	2 371 000	2 725 933	2 215 933	2 076 699	1 967 700	1 881 410	93,72	88,80	84,90	77,87
Crédits délégués	2 629 000	2 629 000	2 799 067	2 799 067	2 736 528	2 600 757	2 600 757	97,77	92,92	92,92	88,39
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	2 629 000	2 629 000	2 629 000	2 629 000	2 568 100	2 517 185	2 517 185	97,68	95,75	95,75	93,41
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	170 067	170 067	168 428	83 572	83 572	99,04	49,14	49,14	10,99
Ressources externes	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 161 642	2 161 642	2 161 642	86,47	86,47	86,47	86,47
26 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	6 740 646	6 740 646	6 740 646	6 740 646	6 552 825	6 473 602	6 473 602	97,21	96,04	96,04	85,81
Ressources internes	6 540 646	6 540 646	6 540 646	6 540 646	6 449 997	6 370 774	6 370 774	98,61	97,40	97,40	86,87
Crédits à gestion centrale	4 713 861	4 713 861	4 408 176	4 408 176	4 404 808	4 404 808	4 404 808	99,92	99,92	99,92	93,55
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	76,16
<i>Crédits Plan Triennal Spécial jeunes</i>	3 000 000	3 000 000	2 722 157	2 722 157	2 720 407	2 720 407	2 720 407	99,94	99,94	99,94	98,32
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	453 861	453 861	426 019	426 019	424 401	424 401	424 401	99,62	99,62	99,62	100,00
Crédits délégués	1 826 785	1 826 785	2 132 470	2 132 470	2 045 189	1 965 966	1 965 966	95,91	92,19	92,19	72,80
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	296 139	296 139	296 139	296 139	271 230	269 079	269 079	91,59	90,86	90,86	100,00
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	1 530 646	1 530 646	1 530 646	1 530 646	1 468 273	1 391 253	1 391 253	95,93	90,89	90,89	79,73
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	305 685	305 685	305 685	305 633	305 633	100,00	99,98	99,98	14,87
Ressources externes	200 000	200 000	200 000	200 000	102 828	102 828	102 828	51,41	51,41	51,41	51,41
27 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	41 655 191	41 655 191	41 655 191	41 655 191	37 917 316	36 529 116	36 529 116	91,03	87,69	87,69	85,10
Ressources internes	39 655 191	39 655 191	39 655 191	39 655 191	36 025 531	34 637 331	34 637 331	90,85	87,35	87,35	84,59
Crédits à gestion centrale	4 220 643	4 220 643	3 561 748	3 561 748	2 543 414	2 543 414	2 543 414	71,41	71,41	71,41	57,00
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	2 060 894	2 060 894	2 000 000	2 000 000	997 825	997 825	997 825	49,89	49,89	49,89	49,92
<i>Crédits pour projets C2D</i>	805 187	805 187	805 187	805 187	805 187	805 187	805 187	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	1 154 561	1 154 561	556 561	556 561	540 402	540 402	540 402	97,10	97,10	97,10	109,24
Crédits délégués	35 434 548	35 434 548	36 093 443	36 093 443	33 482 117	32 093 917	32 093 917	92,77	88,92	88,92	86,36
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	45 439	45 439	45 439	45 439	45 439	45 347	45 347	100,00	99,80	99,80	100,00
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	35 389 109	35 389 109	35 389 109	35 389 109	32 777 836	31 509 061	31 509 061	92,62	89,04	89,04	86,97
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	658 894	658 894	658 842	539 509	539 509	99,99	81,88	81,88	54,36
Ressources externes	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	1 891 785	1 891 785	1 891 785	94,59	94,59	94,59	94,59
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	2 725 000	2 725 000	1 225 000	1 225 000	1 146 046	1 113 935	1 113 935	93,55	90,93	90,93	89,39
Ressources internes	1 225 000	1 225 000	1 225 000	1 225 000	1 146 046	1 113 935	1 113 935	93,55	90,93	90,93	89,39
Crédits à gestion centrale	605 000	605 000	555 000	555 000	542 750	542 750	542 750	97,79	97,79	97,79	98,19
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	155 000	155 000	155 000	155 000	145 000	145 000	145 000	93,55	93,55	93,55	93,55
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	-	-	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	450 000	450 000	300 000	300 000	297 750	297 750	297 750	99,25	99,25	99,25	100,00
Crédits délégués	620 000	620 000	670 000	670 000	603 296	571 185	571 185	90,04	85,25	85,25	82,02
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	47 996	47 996	100,00	95,99	95,99	100,00
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	570 000	570 000	570 000	570 000	503 296	473 197	473 197	88,30	83,02	83,02	78,80
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	50 000	50 000	50 000	49 992	49 992	100,00	99,98	99,98	100,00
Ressources externes	1 500 000	1 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29 MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	3 973 000	3 973 000	3 973 000	3 973 000	3 287 190	3 287 190	3 287 190	82,74	82,74	82,74	78,11

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Ressources internes	1 173 000	1 173 000	1 173 000	1 173 000	1 081 505	1 081 505	1 081 505	92,20	92,20	92,20	76,41
Crédits à gestion centrale	1 153 000	1 153 000	1 153 000	1 153 000	1 071 507	1 071 507	1 071 507	92,93	92,93	92,93	76,42
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	73 000	73 000	73 000	73 000	73 000	73 000	73 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	-	-	600 000	600 000	555 191	555 191	555 191	92,53	92,53	92,53	60,00
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	1 080 000	1 080 000	480 000	480 000	443 316	443 316	443 316	92,36	92,36	92,36	93,23
Crédits délégués	20 000	20 000	20 000	20 000	9 998	9 998	9 998	49,99	49,99	49,99	75,51
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	20 000	20 000	20 000	20 000	9 998	9 998	9 998	49,99	49,99	49,99	75,51
Ressources externes	2 800 000	2 800 000	2 800 000	2 800 000	2 205 685	2 205 685	2 205 685	78,77	78,77	78,77	78,77
30 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	63 336 513	63 336 513	49 901 947	49 901 947	43 832 377	43 534 797	48 327 204	99,86	99,26	96,84	69,16
Ressources internes	23 336 513	23 336 513	22 473 944	22 473 944	22 029 856	21 732 275	20 524 683	98,02	96,70	91,33	82,81
Crédits à gestion centrale	15 499 613	15 499 613	14 718 044	14 718 044	14 630 247	14 579 352	13 371 760	99,40	99,06	90,85	77,22
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	2 634 892	2 634 892	2 466 813	2 466 813	2 466 813	2 466 813	2 466 813	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	1 600 000	1 600 000	1 649 912	1 649 912	1 649 912	1 649 912	1 649 912	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Subventions aux entreprises</i>	-	-	223 500	223 500	223 500	223 500	223 500	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Crédits PLANUT</i>	1 077 868	1 077 868	1 077 467	1 077 467	1 077 467	1 077 467	1 077 467	100,00	100,00	100,00	-
<i>Crédits pour projets C2D</i>	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	100,00	100,00	100,00	-
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	481 529	481 529	476 529	476 529	476 529	98,96	98,96	98,96	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	6 460 632	6 460 632	5 092 603	5 092 603	5 009 806	4 958 911	3 751 318	98,37	97,37	73,66	53,98
Crédits délégués	7 836 900	7 836 900	7 755 900	7 755 900	7 399 609	7 152 923	7 152 923	95,41	92,23	92,23	89,04
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	359 900	359 900	359 900	359 900	359 796	240 887	240 887	99,97	66,93	66,93	72,48
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	7 477 000	7 477 000	7 373 000	7 373 000	7 016 813	6 912 036	6 912 036	95,17	93,75	93,75	90,07
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	23 000	23 000	23 000	-	-	100,00	-	-	20,00
Ressources externes	40 000 000	40 000 000	27 428 003	27 428 003	27 802 521	27 802 521	27 802 521	101,37	101,37	101,37	61,05
31 MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	27 216 887	27 216 887	31 939 519	31 939 519	31 328 016	30 958 681	30 950 930	99,09	96,93	96,90	87,68
Ressources internes	7 216 887	7 216 887	7 216 887	7 216 887	6 600 384	6 231 050	6 223 298	91,46	86,34	86,23	68,78
Crédits à gestion centrale	3 805 094	3 805 094	3 769 400	3 769 400	3 251 313	3 028 607	3 020 856	86,26	80,35	80,14	38,17
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	880 094	880 094	880 094	880 094	389 585	389 585	389 585	44,27	44,27	44,27	44,27
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	291 000	291 000	291 000	291 000	290 943	290 943	290 943	99,98	99,98	99,98	99,98
<i>Crédits pour projets C2D</i>	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	1 097 207	1 097 207	1 061 513	1 061 513	1 033 992	811 287	803 535	97,41	76,43	75,70	10,05
Crédits délégués	3 411 793	3 411 793	3 447 487	3 447 487	3 349 071	3 202 442	3 202 442	97,15	92,89	92,89	87,03
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	118 623	118 623	118 623	118 623	109 632	109 632	109 632	92,42	92,42	92,42	100,00
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	3 293 170	3 293 170	3 293 170	3 293 170	3 203 765	3 057 152	3 057 152	97,29	92,83	92,83	87,09
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	35 694	35 694	35 674	35 659	35 659	99,94	99,90	99,90	43,39
Ressources externes	20 000 000	20 000 000	24 722 632	24 722 632	24 727 632	24 727 632	24 727 632	100,02	100,02	100,02	91,78
32 MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	223 091 087	221 011 106	109 778 702	107 698 721	114 514 003	113 774 459	113 769 459	106,33	105,64	105,64	87,85
Ressources internes	38 091 087	36 011 106	37 622 886	35 542 905	34 902 690	34 163 145	34 158 145	98,20	96,12	96,10	89,54
Crédits à gestion centrale	27 398 485	25 398 485	26 795 729	24 795 729	24 751 462	24 222 139	24 217 139	99,82	97,69	97,67	90,82
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	12 683 683	12 683 683	13 539 813	13 539 813	13 539 813	13 539 813	13 539 813	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Crédits PLANUT</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	997 875	997 875	997 875	99,79	99,79	99,79	100,00

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	526 179	526 179	526 179	526 179	526 179	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	7 214 802	5 214 802	5 229 737	3 229 737	3 187 595	2 658 272	2 653 272	98,70	82,31	82,15	41,12
Crédits délégués	10 692 602	10 612 621	10 827 157	10 747 176	10 151 228	9 941 006	9 941 006	94,45	92,50	92,50	87,45
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	2 013 693	1 933 712	1 871 209	1 791 228	1 491 032	1 418 028	1 418 028	83,24	79,17	79,17	75,92
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	8 678 909	8 678 909	8 628 909	8 628 909	8 333 157	8 211 987	8 211 987	96,57	95,17	95,17	91,48
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	327 039	327 039	327 039	310 991	310 991	100,00	95,09	95,09	37,72
Ressources externes	185 000 000	185 000 000	72 155 816	72 155 816	79 611 314	79 611 314	79 611 314	110,33	110,33	110,33	87,19
33 MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	5 554 500	5 554 500	7 288 693	7 288 693	7 215 010	7 215 003	7 215 003	98,99	98,99	98,99	61,23
Ressources internes	3 554 500	3 554 500	3 554 500	3 554 500	3 480 817	3 480 810	3 480 810	97,93	97,93	97,93	20,47
Crédits à gestion centrale	3 254 500	3 254 500	3 254 500	3 254 500	3 201 098	3 201 098	3 201 098	98,36	98,36	98,36	13,73
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	54 500	54 500	54 500	54 500	51 500	51 500	51 500	94,50	94,50	94,50	94,50
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 149 598	3 149 598	3 149 598	98,42	98,42	98,42	12,36
Crédits délégués	300 000	300 000	300 000	300 000	279 719	279 712	279 712	93,24	93,24	93,24	94,27
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	300 000	300 000	300 000	300 000	279 719	279 712	279 712	93,24	93,24	93,24	94,27
Ressources externes	2 000 000	2 000 000	3 734 193	100,00	100,00	100,00	100,00				
35 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	5 667 656	5 667 656	5 640 043	5 640 043	2 317 460	2 303 170	2 303 170	41,09	40,84	40,84	32,14
Ressources internes	2 667 656	2 667 656	2 640 043	2 640 043	2 270 822	2 256 532	2 256 532	86,01	85,47	85,47	75,78
Crédits à gestion centrale	1 709 099	1 709 099	1 681 486	1 681 486	1 459 308	1 459 308	1 459 308	86,79	86,79	86,79	75,68
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Crédits pour projets C2D</i>	287 656	287 656	287 656	287 656	287 656	287 656	287 656	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	841 443	841 443	813 830	813 830	591 652	591 652	591 652	72,70	72,70	72,70	61,30
Crédits délégués	958 557	958 557	958 557	958 557	811 513	797 224	797 224	84,66	83,17	83,17	75,95
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	458 557	458 557	458 557	458 557	456 149	452 864	452 864	99,47	98,76	98,76	89,49
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	500 000	500 000	500 000	500 000	355 364	344 360	344 360	71,07	68,87	68,87	66,39
Ressources externes	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	46 638	46 638	46 638	1,55	1,55	1,55	1,55
36 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	436 302 549	406 299 999	349 831 666	319 829 116	321 147 188	320 352 372	320 352 372	100,41	100,16	100,16	77,86
Ressources internes	174 002 549	143 999 999	178 001 609	147 999 059	147 415 547	146 620 732	146 620 732	99,61	99,07	99,07	68,65
Crédits à gestion centrale	157 364 550	128 892 000	156 321 423	127 848 873	127 848 872	127 848 872	127 848 872	100,00	100,00	100,00	66,52
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	26 000 000	26 000 000	25 798 694	25 798 694	25 798 694	25 798 694	25 798 694	100,00	100,00	100,00	88,82
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	600 000	600 000	222 559	222 559	222 558	222 558	222 558	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Crédits PLANUT</i>	45 000 000	45 000 000	37 618 216	37 618 216	37 618 216	37 618 216	37 618 216	100,00	100,00	100,00	70,69
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	82 264 550	53 792 000	89 181 954	60 709 404	60 709 404	60 709 404	60 709 404	100,00	100,00	100,00	53,25
Crédits délégués	16 637 999	15 107 999	21 680 186	20 150 186	19 566 675	18 771 860	18 771 860	97,10	93,16	93,16	83,84
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	4 310 000	2 780 000	4 310 000	2 780 000	2 759 803	2 701 415	2 701 415	99,27	97,17	97,17	81,86
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	12 327 999	12 327 999	12 246 999	12 246 999	11 683 736	11 560 831	11 560 831	95,40	94,40	94,40	87,37
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	5 123 186	5 123 186	5 123 136	4 509 614	4 509 614	100,00	88,02	88,02	63,54
Ressources externes	262 300 000	262 300 000	171 830 058	171 830 058	173 731 641	173 731 641	173 731 641	101,11	101,11	101,11	85,14
37 MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	1 821 000	1 821 000	1 940 370	1 940 370	1 315 673	1 028 685	1 028 685	67,81	53,01	53,01	46,04
Ressources internes	821 000	821 000	940 370	940 370	880 481	593 493	593 493	93,63	63,11	63,11	49,98

**ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)**

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Crédits à gestion centrale	821 000	821 000	940 370	940 370	880 481	593 493	593 493	93,63	63,11	63,11	49,98
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	121 000	121 000	121 000	121 000	82 500	82 500	82 500	68,18	68,18	68,18	100,00
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	119 370	119 370	119 370	119 370	119 370	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	700 000	700 000	700 000	700 000	678 611	391 623	391 623	96,94	55,95	55,95	38,35
Ressources externes	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	435 192	435 192	435 192	43,52	43,52	43,52	43,52
38 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	112 077 873	112 075 373	88 954 334	88 951 834	88 429 974	88 126 660	88 126 660	99,41	99,07	99,07	73,29
Ressources internes	64 077 873	64 075 373	64 815 413	64 812 913	64 030 038	63 726 725	63 726 725	98,79	98,32	98,32	50,67
Crédits à gestion centrale	58 433 500	58 433 500	59 241 040	59 241 040	59 144 163	59 052 931	59 052 931	99,84	99,68	99,68	41,90
<i>Rf affectées aux projets CAN</i>	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	100,00	100,00	100,00	4,20
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	1 956 000	1 956 000	1 584 973	1 584 973	1 584 073	1 584 073	1 584 073	99,94	99,94	99,94	95,02
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Crédits PLANUT</i>	3 500 000	3 500 000	2 388 523	2 388 523	2 360 574	2 360 574	2 360 574	98,83	98,83	98,83	67,76
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	1 289 260	1 289 260	1 289 260	1 289 260	1 289 260	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	17 977 500	17 977 500	18 978 284	18 978 284	18 910 256	18 819 024	18 819 024	99,64	99,16	99,16	48,74
Crédits délégués	5 644 373	5 641 873	5 574 373	5 571 873	4 885 875	4 673 794	4 673 794	87,69	83,88	83,88	86,96
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	25 000	22 500	25 000	22 500	22 500	2 500	2 500	100,00	11,11	11,11	100,00
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	5 619 373	5 619 373	5 549 373	5 549 373	4 863 375	4 671 294	4 671 294	87,64	84,18	84,18	86,91
Ressources externes	48 000 000	48 000 000	24 138 920	24 138 920	24 399 936	24 399 936	24 399 936	101,08	101,08	101,08	100,00
39 MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	3 517 853	3 517 853	3 517 853	3 517 853	3 445 145	3 290 015	3 290 015	97,93	93,52	93,52	87,34
Ressources internes	3 517 853	3 517 853	3 517 853	3 517 853	3 445 145	3 290 015	3 290 015	97,93	93,52	93,52	87,34
Crédits à gestion centrale	2 442 625	2 442 625	2 437 625	2 437 625	2 395 458	2 354 573	2 354 573	98,27	96,59	96,59	92,23
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	549 001	549 001	399 001	399 001	399 001	399 001	399 001	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Subventions aux entreprises</i>	170 000	170 000	320 000	320 000	309 000	309 000	309 000	96,56	96,56	96,56	96,56
<i>Crédits pour projets C2D</i>	747 853	747 853	747 853	747 853	747 853	747 853	747 853	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	975 771	975 771	970 771	970 771	939 604	898 719	898 719	96,79	92,58	92,58	87,12
Crédits délégués	1 075 228	1 075 228	1 080 228	1 080 228	1 049 686	935 441	935 441	97,17	86,60	86,60	79,89
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	380 228	380 228	380 228	380 228	363 904	265 710	265 710	95,71	69,88	69,88	53,33
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	695 000	695 000	695 000	695 000	680 783	669 731	669 731	97,95	96,36	96,36	93,15
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	5 000	5 000	5 000	-	-	100,00	-	-	100,00
40 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	87 158 756	83 640 502	165 798 506	162 280 252	117 133 810	116 285 662	116 183 662	72,18	71,66	71,59	86,79
Ressources internes	31 450 756	27 932 502	37 072 506	33 554 252	30 613 410	29 765 263	29 663 263	91,24	88,71	88,40	76,70
Crédits à gestion centrale	23 450 754	19 932 500	29 072 504	25 554 250	23 111 432	22 520 816	22 418 816	90,44	88,13	87,73	71,15
<i>Rf affectées aux projets CAN</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	60,00
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	11 405 000	11 405 000	11 405 000	11 405 000	10 855 825	10 855 825	10 855 825	95,18	95,18	95,18	95,22
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	90 000	90 000	450 572	450 572	412 862	412 862	412 862	91,63	91,63	91,63	91,63
<i>Crédits pour projets C2D</i>	927 500	927 500	927 500	927 500	804 334	804 334	744 334	86,72	86,72	80,25	-
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	1 262 777	1 262 777	669 193	669 193	669 193	52,99	52,99	52,99	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	9 128 254	5 610 000	13 126 654	9 608 400	8 469 219	7 878 603	7 836 603	88,14	82,00	81,56	40,83
Crédits délégués	8 000 002	8 000 002	8 000 002	8 000 002	7 501 978	7 244 447	7 244 447	93,77	90,56	90,56	91,69
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	8 000 002	8 000 002	8 000 002	8 000 002	7 501 978	7 244 447	7 244 447	93,77	90,56	90,56	91,69
Ressources externes	55 708 000	55 708 000	128 726 000	128 726 000	86 520 400	86 520 400	86 520 400	67,21	67,21	67,21	91,24
41 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	600 000	600 000	853 551	853 551	823 124	823 124	823 124	96,44	96,44	96,44	100,00

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Ressources internes	600 000	600 000	853 551	853 551	823 124	823 124	823 124	96,44	96,44	96,44	100,00
Crédits à gestion centrale	550 000	550 000	803 551	803 551	773 129	773 129	773 129	96,21	96,21	96,21	100,00
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	253 551	253 551	253 551	253 551	253 551	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	550 000	550 000	550 000	550 000	519 578	519 578	519 578	94,47	94,47	94,47	100,00
Crédits délégués	50 000	50 000	50 000	50 000	49 994	49 994	49 994	99,99	99,99	99,99	100,00
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	50 000	50 000	50 000	50 000	49 994	49 994	49 994	99,99	99,99	99,99	100,00
42 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2 864 000	2 864 000	3 015 852	3 015 852	2 653 354	2 640 869	2 615 949	87,98	87,57	86,74	85,05
Ressources internes	2 552 000	2 552 000	2 703 852	2 703 852	2 433 354	2 420 869	2 395 949	90,00	89,53	88,61	86,96
Crédits à gestion centrale	1 443 644	1 443 644	1 573 731	1 573 731	1 347 029	1 347 029	1 322 109	85,59	85,59	84,01	81,00
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	178 000	178 000	178 000	178 000	177 884	177 884	177 884	99,93	99,93	99,93	99,93
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	151 812	151 812	151 812	151 812	151 812	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	1 165 644	1 165 644	1 143 919	1 143 919	917 333	917 333	892 413	80,19	80,19	78,01	77,87
Crédits délégués	1 108 356	1 108 356	1 130 121	1 130 121	1 086 325	1 073 840	1 073 840	96,12	95,02	95,02	93,64
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	434 356	434 356	434 356	434 356	414 537	414 395	414 395	95,44	95,40	95,40	96,63
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	674 000	674 000	674 000	674 000	650 023	637 680	637 680	96,44	94,61	94,61	92,43
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	21 765	21 765	21 765	21 765	21 765	100,00	100,00	100,00	72,43
Ressources externes	312 000	312 000	312 000	312 000	220 000	220 000	220 000	70,51	70,51	70,51	70,51
43 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1 181 500	1 181 500	1 233 647	1 233 647	1 130 571	1 054 532	1 054 532	91,64	85,48	85,48	80,68
Ressources internes	1 181 500	1 181 500	1 233 647	1 233 647	1 130 571	1 054 532	1 054 532	91,64	85,48	85,48	80,68
Crédits à gestion centrale	483 500	483 500	520 647	520 647	510 176	464 533	464 533	97,99	89,22	89,22	72,59
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Reports de Crédits</i>	-	-	52 147	52 147	42 472	42 472	42 472	81,45	81,45	81,45	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	423 500	423 500	408 500	408 500	407 703	362 061	362 061	99,81	88,63	88,63	63,97
Crédits délégués	698 000	698 000	713 000	713 000	620 396	589 999	589 999	87,01	82,75	82,75	83,59
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	97 260	97 260	97 260	97 260	97 260	97 256	97 256	100,00	100,00	100,00	95,76
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	600 740	600 740	600 740	600 740	508 136	477 755	477 755	84,58	79,53	79,53	83,81
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	15 000	15 000	15 000	14 988	14 988	100,00	99,92	99,92	-
45 MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	16 550 000	16 550 000	7 744 265	7 744 265	7 733 450	7 733 263	7 733 263	99,86	99,86	99,86	98,67
Ressources internes	4 550 000	4 550 000	4 035 610	4 035 610	4 024 796	4 024 608	4 024 608	99,73	99,73	99,73	97,24
Crédits à gestion centrale	4 289 280	4 289 280	3 612 234	100,00	100,00	100,00	96,74				
<i>RI affectées aux projets CAN</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	95,00
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	1 050 000	1 050 000	535 610	535 610	535 610	535 610	535 610	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	239 280	239 280	76 624	76 624	76 624	76 624	76 624	100,00	100,00	100,00	-
Crédits délégués	260 720	260 720	423 376	423 376	412 561	412 374	412 374	97,45	97,40	97,40	100,00
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	260 720	260 720	260 720	260 720	260 688	260 683	260 683	99,99	99,99	99,99	100,00
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	162 656	162 656	151 873	151 691	151 691	93,37	93,26	93,26	100,00
Ressources externes	12 000 000	12 000 000	3 708 655	100,00	100,00	100,00	100,00				
46 MINISTERE DES TRANSPORTS	43 167 500	43 000 000	3 230 774	3 063 274	6 542 250	6 532 250	6 532 250	213,57	213,24	213,24	92,62
Ressources internes	2 167 500	2 000 000	2 117 578	1 950 078	1 834 926	1 824 926	1 824 926	94,10	93,58	93,58	83,33
Crédits à gestion centrale	1 761 500	1 761 500	1 711 578	1 711 578	1 656 574	1 656 574	1 656 574	96,79	96,79	96,79	100,00

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	-
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	761 500	761 500	711 578	711 578	656 574	656 574	656 574	92,27	92,27	92,27	100,00
Crédits délégués	406 000	238 500	406 000	238 500	178 352	168 352	168 352	74,78	70,59	70,59	35,31
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	406 000	238 500	406 000	238 500	178 352	168 352	168 352	74,78	70,59	70,59	35,31
Ressources externes	41 000 000	41 000 000	1 113 196	1 113 196	4 707 324	4 707 324	4 707 324	422,87	422,87	422,87	100,00
48 COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 475 378	1 475 378	1 475 378	98,36	98,36	98,36	-
Ressources internes	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 475 378	1 475 378	1 475 378	98,36	98,36	98,36	-
Crédits à gestion centrale	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 475 378	1 475 378	1 475 378	98,36	98,36	98,36	-
49 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
Ressources internes	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédits à gestion centrale	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
50 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	6 000 000	2 000 000	6 000 000	2 000 000	1 760 520	1 638 636	1 638 636	88,03	81,93	81,93	71,36
Ressources internes	6 000 000	2 000 000	6 000 000	2 000 000	1 760 520	1 638 636	1 638 636	88,03	81,93	81,93	71,36
Crédits à gestion centrale	5 786 126	1 786 126	5 786 126	1 786 126	1 546 855	1 425 157	1 425 157	86,60	79,79	79,79	67,90
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	5 786 126	1 786 126	5 786 126	1 786 126	1 546 855	1 425 157	1 425 157	86,60	79,79	79,79	67,90
Crédits délégués	213 874	213 874	213 874	213 874	213 666	213 479	213 479	99,90	99,82	99,82	100,00
<i>Délégations automatiques aux SDs</i>	213 874	213 874	213 874	213 874	213 666	213 479	213 479	99,90	99,82	99,82	100,00
51 ELECTIONS CAMEROON	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	86,00
Ressources internes	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	86,00
Crédits à gestion centrale	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	86,00
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	86,00
52 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	250 000	250 000	250 000	250 000	248 050	248 050	248 050	99,22	99,22	99,22	100,00
Ressources internes	250 000	250 000	250 000	250 000	248 050	248 050	248 050	99,22	99,22	99,22	100,00
Crédits à gestion centrale	250 000	250 000	250 000	250 000	248 050	248 050	248 050	99,22	99,22	99,22	100,00
53 SENAT	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	100,00	100,00	100,00	-
Ressources internes	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	100,00	100,00	100,00	-
Crédits à gestion centrale	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	100,00	100,00	100,00	-
54 COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	100,00	100,00	100,00	-
Ressources internes	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	100,00	100,00	100,00	-
Crédits à gestion centrale	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	100,00	100,00	100,00	-
60 SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	-	-	50 000	50 000	50 000	49 997	49 997	100,00	99,99	99,99	-
Ressources internes	-	-	50 000	50 000	50 000	49 997	49 997	100,00	99,99	99,99	-
Crédits délégués	-	-	50 000	50 000	50 000	49 997	49 997	100,00	99,99	99,99	-
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	50 000	50 000	50 000	49 997	49 997	100,00	99,99	99,99	-
65 DEPENSES COMMUNES	-	-	45 877 676	45 877 676	45 751 888	45 677 895	45 677 895	99,73	99,56	99,56	99,56
Ressources internes	-	-	45 877 676	45 877 676	45 751 888	45 677 895	45 677 895	99,73	99,56	99,56	99,56
Crédits à gestion centrale	-	-	45 762 884	45 762 884	45 637 096	45 563 103	45 563 103	99,73	99,56	99,56	99,56
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	-	-	45 762 884	45 762 884	45 637 096	45 563 103	45 563 103	99,73	99,56	99,56	99,56
Crédits délégués	-	-	114 792	114 792	114 792	114 792	114 792	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	114 792	114 792	114 792	114 792	114 792	100,00	100,00	100,00	100,00
92 PARTICIPATIONS	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	19 900 085	19 900 085	19 900 085	99,50	99,50	99,50	99,50

ETAT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021
(EXECUTION DU BIP 2021)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISEE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Ressources internes	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	19 900 085	19 900 085	19 900 085	99,50	99,50	99,50	99,50
Crédits à gestion centrale	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	19 900 085	19 900 085	19 900 085	99,50	99,50	99,50	99,50
93 REHABILITATION/RESTRUCTURATION	15 000 000	15 000 000	13 010 000	13 010 000	11 128 628	11 128 628	11 128 628	85,54	85,54	85,54	85,54
Ressources internes	15 000 000	15 000 000	13 010 000	13 010 000	11 128 628	11 128 628	11 128 628	85,54	85,54	85,54	85,54
Crédits à gestion centrale	15 000 000	15 000 000	13 010 000	13 010 000	11 128 628	11 128 628	11 128 628	85,54	85,54	85,54	85,54
94 INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	95 087 983	95 087 983	94 980 483	94 980 483	93 682 633	90 523 587	89 934 570	98,63	95,31	94,69	93,30
Ressources internes	95 087 983	95 087 983	94 980 483	94 980 483	93 682 633	90 523 587	89 934 570	98,63	95,31	94,69	93,30
Crédits à gestion centrale	95 087 983	95 087 983	84 290 734	84 290 734	83 037 873	82 139 729	81 550 712	98,51	97,45	96,75	97,36
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	5 000 000	5 000 000	3 673 735	3 673 735	3 647 743	3 647 743	3 647 743	99,29	99,29	99,29	99,29
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	5 000 000	5 000 000	3 257 543	3 257 543	3 257 543	3 257 543	3 257 543	100,00	100,00	100,00	-
<i>Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages</i>	9 440 000	9 440 000	12 087 708	12 087 708	12 057 536	12 057 536	12 057 536	99,75	99,75	99,75	99,75
<i>Subventions aux entreprises</i>	-	-	242 813	242 813	241 867	241 867	241 867	99,61	99,61	99,61	99,61
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	75 647 983	75 647 983	65 028 935	65 028 935	63 833 184	62 935 040	62 346 022	98,16	96,78	95,87	96,80
Crédits délégués	-	-	10 689 750	10 689 750	10 644 759	8 383 858	8 383 858	99,58	78,43	78,43	57,65
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	10 689 750	10 689 750	10 644 759	8 383 858	8 383 858	99,58	78,43	78,43	57,65
95 REPORT	5 000 000	5 000 000	834 413	834 413	806 857	806 857	806 857	96,70	96,70	96,70	-
Ressources internes	5 000 000	5 000 000	834 413	834 413	806 857	806 857	806 857	96,70	96,70	96,70	-
Crédits à gestion centrale	5 000 000	5 000 000	834 413	834 413	806 857	806 857	806 857	96,70	96,70	96,70	-
TOTAL BIP 2021	1 406 487 540	1 352 000 008	1 240 079 290	1 185 591 758	1 136 457 785	1 125 875 530	1 123 832 959	95,86	94,96	94,79	82,07

III-3 Etat d'avancement des grands projets de première génération au 31 décembre 2021

L'année 2021 est marquée par l'intensification de l'exécution des Grands Projets. Ces Grands Projets s'exécutent pour la plupart depuis l'exercice budgétaire 2012, Le tableau ci-dessous présente quelques informations sur leur état de mise en œuvre.

Tableau 9 : Situation des Grands Projets en cours d'exécution/démarrage au 31 décembre 2020

Tableau récapitulatif sur l'état de mise en œuvre des grands projets et les difficultés rencontrées		
Intitulé du projet	Etat de mise en œuvre	Difficultés rencontrées
<p>Projet de construction de l'autoroute Yaoundé-Douala (Phase I)</p>	<p>Taux de réalisation physique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Section courante : 97 % ▪ Raccordement : 45% <p>Taux de consommation financière : 96,62%</p> <p>Principales avancées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Signature d'un protocole d'accord en avril 2022 entre le Gouvernement du Cameroun et l'entreprise CFHEC pour la mobilisation des ressources financières de FCFA 119 Milliards TTC soit FCFA 99 Milliards HT dont FCFA 65 Milliards pour le remboursement du financement des travaux supplémentaires de la section courante achevée à date et FCFA 34 milliards pour ceux relatifs à la voie de raccordement. ▪ Section courante : Réception provisoire en date du 28 décembre 2021 <p>Activités résiduelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Voies de raccordement : Travaux de purge, de remblai, déblai, mise en place des couches de chaussée, réalisation des caniveaux, signalisation verticale Date prévue d'achèvement : 31/12/22 <p>Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 119 milliards</p>	<p>Contraintes financières :</p> <p>Pour le compte de l'exercice budgétaire 2022, il a été mis à la disposition du projet, des ressources internes d'un montant global de FCFA 17 Milliards qui ont déjà servi à la totalité du paiement des décomptes couverts par la convention de financement. Cependant au vu du protocole d'entente entre Gouvernement du Cameroun et l'entreprise CFHEC, la partie publique s'est engagé à assurer le remboursement de sa dette à l'endroit de CFHEC à travers des paiements des décomptes pour un montant global de FCFA 99,9 Milliards sur une période de 4 ans allant de 2022 à 2025 soit FCFA 37,9 Milliards en 2022, FCFA 35,2 Milliards en 2023, FCFA 14,9 Milliards en 2024 et FCFA 11,7 Milliards en 2025 Par conséquent les FCFA 37,9 Milliards attendus dans le cadre du protocole d'accord susvisé n'ont pas encore de couverture budgétaire.</p>
<p>Travaux complémentaires de réhabilitation du tronçon de route Entrée EST de la ville de Douala, du PK10+400 au PK19+300 (pont sur la Dibamba).</p>	<p>Taux de réalisation physique: 9,1% Taux de consommation financière : 35,43% Taux de consommation des délais : 23,53%</p> <p>Principales avancées : Signature de la convention de financement avec la Standard Chartered Bank of London</p> <p>Date prévue d'achèvement : 31/09/23 Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 87 Milliards</p>	<p>Contraintes :</p> <p>les travaux sur le site du projet tardent à reprendre en raison notamment des engagements contractuels entre le Gouvernement du Cameroun et l'entreprise MAGIL. En effet, les clauses du contrat commercial avec ladite entreprise encadrent la réalisation de l'infrastructure selon une approche Engineering Procurement Construction and Management (EPCM) à travers laquelle l'entreprise MAGIL assure la Maitrise d'Ouvrage Déléguée du projet. Toutefois, il est à noter des réticences de MAGIL à accélérer le processus de contractualisation des sous-traitants en charge de l'exécution des travaux du projet conformément au contrat commercial sus-évoqué.</p>
<p>Construction de la route Sangmelima – Ouesso, lot 1 (Sangmelima – Djoum), Section I (Sangmelima – Mekok – Bikoula : 65 km)</p>	<p>Taux de réalisation physique: 87% Taux de consommation financière : 87% Taux de consommation des délais : 98,65%</p> <p>Principales avancées : Réception provisoire du projet en 2021</p> <p>Activités résiduelles : Finalisation des travaux d'assainissement restants</p> <p>Date prévue d'achèvement :</p>	<p>Contraintes financières :</p> <p>Suite à l'échéance de décaissement des financements extérieurs en date du 30 juin 2021, des ressources d'un montant global de FCFA 3,5 Milliards n'ont pas pu être mobilisées auprès de la Banque Islamique de Développement (BID). Par conséquent, la mobilisation de ces ressources nécessaires à la réalisation des travaux restants (travaux d'assainissement) devra être supportée par la partie publique</p>

Tableau récapitulatif sur l'état de mise en œuvre des grands projets et les difficultés rencontrées

Intitulé du projet	Etat de mise en œuvre	Difficultés rencontrées
	Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 3,5 Milliards	
Construction de la route Sangmelima – Ouessou, lot 1 (Sangmelima – Djoum), Section 2 (Bikoula – Djoum : 38 km)	<p>Taux de réalisation physique: 96,6% Taux de consommation financière : 93% Taux de consommation des délais : 98,5%</p> <p>Principales avancées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Paiement de la totalité des indemnités restantes ▪ Préparation et compactage de la plateforme : travaux achevés sur un linéaire de 33.1 km ; ▪ Couche de fondation en grave latéritique 30 cm : travaux achevés sur un linéaire de 33.1 km; ▪ Couche de base en grave concassée 0/31.5 de 20 cm : travaux totalement exécutés sur un linéaire de 32 km; <p>Activités résiduelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de signalisation et d'assainissements; ▪ Infrastructures sociales <p>Date prévue d'achèvement : 31/04/22 Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 4,2 Milliards</p>	<p>Contraintes financières : Retards dans le paiement des décomptes pour un montant global de FCFA 2,6 Milliards en FINEX du fait de la suspension *des décaissements du bailleur FKDEA</p>
Construction de l'autoroute Kribi-Lolabe	<p>Taux de réalisation physique: 96,2% Taux de consommation financière : 96,28 % Taux de consommation des délais : 105%</p> <p>Principales avancées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux préparatoires : 97,27% ▪ Travaux de Terrassements : 97,16%. ▪ Travaux de Chaussée : 99,88%. ▪ Travaux d'Assainissement longitudinal : 95,15% ; ▪ Ouvrage d'Art : 97,50% ; ▪ Aire de péage : 35,23% ; ▪ Glissière de sécurité : 56, 95% ▪ Signalisation et équipement de sécurité : 83,63%. <p>Activités résiduelles : Finalisation des travaux restants Date prévue d'achèvement : 31/12/21 Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 13,6 Milliards</p>	<p>Contraintes financières : Blocage des décaissements du bailleur du fait du non approvisionnement du compte séquestre dont la conséquence est le retard dans le paiement des décomptes pour un montant global de FCFA 16 Milliards ;</p> <p>Contraintes foncières : Non libération de la totalité des emprises du projet notamment la link road (raccordement de l'autoroute à la N7) en raison du non-paiement des indemnités restantes du décret du 16 mars 2018 pour un montant de FCFA 1 milliards.</p>
Travaux de construction de la RN17A : lot1 Mengong-Sangmélina	<p>Taux de réalisation physique: 97,91% Taux de consommation financière : 95% Taux de consommation des délais : 94, 58%</p> <p>Principales avancées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ fondation : 68 km soit 92%, ▪ base : 61.5 km soit 83%, ▪ roulement : 61 km soit 82.5%, ▪ Pont sur la Lobo '30m' : réalisé à 98% ▪ Ouvrages d'assainissement : 80/90 soit 89 <p>Activités résiduelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Couche de roulement sur 3 km ; ▪ Achèvement des travaux connexes liés au PGES ; ▪ Signalisation. ▪ Pose des glissières de sécurité ; ▪ Travaux d'assainissement et aménagement des amorces <p>Date prévue d'achèvement : 22/06/22 Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 14,7 milliards</p>	<p>Contraintes financières : Retards dans le paiement des décomptes pour un montant global de FCFA 5,3 Milliards ;</p> <p>Contraintes foncières : Non libération de la totalité des emprises du projet du fait de l'indisponibilité du décret complémentaire d'une charge indemnitaires prévisionnelle de FCFA 60 Millions.</p>
Construction de la seconde phase du Port en eau profonde de Kribi	<p>Taux de réalisation physique: 38% Taux de consommation financière : 10% Taux de consommation des délais : 45%</p> <p>Principales avancées :</p>	<p>Contraintes financières : Retards dans le paiement des décomptes pour un montant global de FCFA 87 Milliards en FCP et ressources extérieures. En ce qui concerne</p>

Tableau récapitulatif sur l'état de mise en œuvre des grands projets et les difficultés rencontrées

Intitulé du projet	Etat de mise en œuvre	Difficultés rencontrées
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de terrassement (100%) ; ▪ Travaux de déroctage (100%) ; ▪ Travaux de dragage (100%) ; ▪ Travaux de la digue Phase 2 (70,6%) ; ▪ Construction de la digue Nord (59,8%). ▪ Travaux de traitement des sols (1%) <p>Activités résiduelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de construction de fondation sur pieux ▪ Installations auxiliaires du terminal ▪ Acquisition des équipements pour le terminal ▪ Travaux de revêtement de la digue nord <p>Date prévue d'achèvement : Novembre 2023</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 277 Milliards 	<p>les financements extérieurs, la CEXIM a bloqué le décaissement de ses ressources sous réserve de la levée de conditionnalités relatives au paiement des FCP d'un montant global FCFA 6 Milliards et au nivellement du compte séquestre du projet pour un montant global de FCFA 9,4 Milliards.</p>
<p align="center">Construction du système d'alimentation en eau potable du Port de Kribi et de ses dépendances</p>	<p>Taux de réalisation physique: 58% Taux de consommation financière : 36% Taux de consommation des délais : 60%</p> <p>Principales avancées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de construction des aires de stockage ; ▪ Coffrage et ferrailage et bétonnage des voiles de chambres de vidange et de ventouse ; ▪ Montage des équipements hydromécaniques ; ▪ Bétonnage des semelles de fondation des poteaux de la cascade d'aération ; ▪ Bétonnage de la dalle de couverture de la chambre des vannes du réservoir d'eau service. <p>Activités résiduelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Système de captage d'eau brute ▪ Station de traitement d'eau ▪ Ouvrages de stockage ▪ Réseau de transfert (refoulement) et de distribution <p>Date prévue d'achèvement : Avril 2023</p> <p>Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 7,3Milliards</p>	
<p align="center">Projet d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Yaoundé et ses Environs à partir du fleuve Sanaga (PAEPYS).</p>	<p>Taux de réalisation physique: 87,1% Taux de consommation financière : 78,56% Taux de consommation des délais : 83,2%</p> <p>Principales avancées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Station de captage et de pompage d'eau brute à Nachtigal : 96,6% ; ▪ Usine de traitement d'eau d'Emana-Batchenga : 98,3% ; ▪ Station de reprise de pompage d'eau traitée de Nkometou III : 96,1% ; ▪ Station de reprise d'eau traitée de Nyom : 60,6% ; ▪ Poste de transformation électrique de 90Kv/30 kV de Nkometou III : 96,3% <p>Activités résiduelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réservoir d'eau potable de Ndindan à Yaoundé ; ▪ Lignes de transport d'énergie électrique ; ▪ Pose des conduites de la station de captage d'eau de Nachtigal au réservoir de Ndindan <p>Date prévue d'achèvement : 31/12/22</p> <p>Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 40 Milliards</p>	
<p>Projet de Remise à Niveau des Réseaux de Transport d'Electricité et de Réforme du Secteur (PRRTERS)</p>	<p>Taux de réalisation physique: 12% Taux de consommation financière : 12,39% Taux de consommation des délais :</p> <p>Principales avancées :</p>	

Tableau récapitulatif sur l'état de mise en œuvre des grands projets et les difficultés rencontrées

Intitulé du projet	Etat de mise en œuvre	Difficultés rencontrées
	<p>En ce qui concerne les travaux sur les différents lots, il est à noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux pour la fourniture et montage des protections pour la réhabilitation des postes : 10% ▪ Travaux pour les travaux de conception, fourniture et montage du poste de Nyom II : 33% ▪ Travaux de conception, fourniture et montage de la ligne HT 400 kV Edéa-Nkolkoumou-Nyom II : Contrat de marché signé le 13 avril 2022 et le processus de mise en vigueur est en cours. ▪ Travaux de conception, fourniture et montage des lignes HT 225 et 90 kV autour de Yaoundé : 5% ▪ Travaux de conception, fourniture et montage des postes autour de Yaoundé : Contrat de marché signé le 04 avril 2022 et le processus de mise en vigueur est en cours ▪ Travaux de conception, fourniture et montage des postes et des lignes HT 225 et 90 kV autour de Douala : Contrat de marché pas encore signé ▪ Travaux de conception, fourniture et montage des postes et de la ligne HT 225 kV Garoua - Maroua : Contrat de marché pas encore signé <p>Pour ce qui est de la libération des emprises il est à noter la signature des décrets d'indemnisation dans 9 départements sur 11 que traverse le projet dont le département du Mfoundi pour lequel le décret a été signé en avril 2022.</p> <p>Activités résiduelles : Poursuite des travaux restants</p> <p>Date prévue d'achèvement : 31/12/22</p> <p>Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 187 milliards</p>	
<p>Ligne d'évacuation d'énergie du barrage hydroélectrique de MEMVE'ELE</p>	<p>Taux de réalisation physique: 97 % Taux de consommation financière : 92% Taux de consommation des délais : 100% Principales avancées : Concernant la ligne de transport :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tronçon de la ligne 225 kV Djop à Ebolowa – Ahala – Nkol Nkumu réalisé à 97% ▪ Poste 225/90 kV de Ahala réalisé à 98% ▪ Poste 225 kV de Nkolnkumu réalisé à 99,47% ▪ Paiement des indemnisations dans le département de la Mefou et Akono et disponibilité du décret d'indemnisation dans le département du Mfoundi <p>Activités résiduelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ligne 225 kV Djop à Ebolowa – Ahala – Nkolnkumu : ✓ 24 km de lignes restant à poser sur un total de 154 km ▪ Poste 225/90 kV de Ahala : ✓ Système de communication et de commande électrique restant à finaliser ▪ Poste 225 kV de Nkolnkumu ✓ Travaux de connexion à une ligne 15 kV à réaliser ✓ Travaux de déroutage de la ligne 225 kV Mangombe – Oyomabang à réaliser ✓ Tests de mise en service <p>Date prévue d'achèvement : 31/05/22</p> <p>Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 9,7 Milliards</p>	

Tableau récapitulatif sur l'état de mise en œuvre des grands projets et les difficultés rencontrées

Intitulé du projet	Etat de mise en œuvre	Difficultés rencontrées
<p>Aménagement hydroélectrique de BINI A WARAK (75 MW)</p>	<p>Taux de réalisation physique: 9% Taux de consommation financière : 0% Taux de consommation des délais : Principales avancées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite des négociations avec la ICBC pour le financement du projet. A cet effet, la ICBC a fixé des conditionnalités relatives au paiement des FCFP pour un montant global de FCFA 6 Milliards et la mise en place d'un compte séquestre pour le projet. ▪ Disponibilité du décret d'indemnisation d'une charge de FCFA 980 Milliards des emprises pour la construction de l'usine de pieds et des ouvrages d'évacuation. De même, les travaux de la CCE pour les sites de recasement des populations des villages situés dans l'emprise du barrage réservoir sont en cours. <p>Activités résiduelles : Poursuite des travaux restants Date prévue d'achèvement : 31/12/2024 Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 161,2 Milliards</p>	
<p>Aménagement hydroélectrique de Lom Pangar (usine de pieds d'une capacité de 30 MW et lignes d'évacuation de l'énergie)</p>	<p>Taux de réalisation physique: 55,4% Taux de consommation financière : 46,53% Taux de consommation des délais : Principales avancées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ En ce qui concerne l'usine de pied et le poste d'évacuation, le taux d'avancement est estimé à 55% ; ▪ S'agissant de la construction de 305 km de lignes d'évacuation en 90 kV et des postes HT/MT, le taux d'avancement est de 90% pour la ligne HT Lom Pangar-Bertoua et le poste de Bertoua tandis que pour la ligne la ligne HT Abong Mbang-Bertoua, Bertoua-Batouri, et les postes de Batouri et d'Abong Mbang, les travaux des CCE et les études d'exécution sont en cours. ▪ Pour ce qui est de l'électrification de la région de l'Est les travaux des CCE et les études d'exécution sont en cours. <p>Activités résiduelles : Finalisation des travaux restants Date prévue d'achèvement : 31/12/23 Besoins budgétaires pour achèvement : FCFA 58,2 Milliards</p>	
<p>Construction du barrage hydroélectrique de Nachtigal</p>	<p>Taux de réalisation physique: 60% Taux de consommation des délais : Principales avancées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Achèvement des travaux de construction des lignes d'évacuation de l'énergie électrique du projet que sont : i) la ligne 225 KV Nachtigal-Yaoundé achevée le 31 Août 2021 ; ii) la ligne 225 KV liaison Usine Poste achevée le 30 Septembre 2021 ; iii) la ligne 30 KV d'alimentation pour la desserte des communautés locales le 30 Septembre 2021 ; ▪ Quant à la construction du barrage hydroélectrique, après la fermeture avec succès du premier batardeau rive gauche et la réception du fond de fouilles de la future prise d'eau du canal d'amenée, les travaux des ouvrages définitifs se poursuivent avec le coulage du premier béton hydraulique. La date prévue de livraison de l'ouvrage est prévue pour 2023 <p>Date prévue d'achèvement : 31/12/23 Besoins budgétaires pour achèvement :</p>	

Source : CPGP/DPPPP/MINEPAT

III-4 Etat de mise en œuvre du Plan Triennal Spécial Jeunes (PTSJ)

L'intervention en faveur des jeunes au travers le PTSJ se structure autour de trois axes principaux d'actions ou composantes :

- **Une composante de support technique**, matérialisée par la Mise en place de l'Observatoire National de la Jeunesse ;
- **Une composante de renforcement de l'accompagnement des jeunes** par la spécialisation et le renforcement des capacités des programmes et projets d'insertion socio-économiques ;
- **Une Composante de développement infrastructurel et équipement des structures d'encadrement des jeunes** (construction et l'équipement des CMPJ).

Pour le compte de l'exercice 2021, le montant de **FCFA 3 000 000 000** a été budgétisé pour la mise en œuvre des activités du programme.

❖ **S'agissant de la Composante de Support technique, les résultats obtenus au terme de l'exercice 2021 sont les suivants :**

- 7 800 jeunes inscrits à la Plateforme de l'ONJ ;
- 30 338 référencés à diverses structures d'accompagnement et de financement de projets ;
- 50 000 jeunes enrôlés à la Carte Jeune Biométrique ;
- 50 000 Cartes Jeunes Biométriques produites ;
- 52 000 récépissés produits.

❖ **Pour ce qui est de la Composante de renforcement de l'accompagnement des jeunes**, les domaines d'interventions étaient principalement ceux de l'agriculture, l'Industrie, l'Artisanat, l'Economie numérique et l'Innovation Technologique. **Les résultats ci-après ont été observés :**

- 1 129 projets de jeunes ont été sélectionnés et financés dans le cadre du PTS-Jeunes en 2021 ;
- 8 430 projets financés en 5 cuvées par le mécanisme du PTS-Jeunes
- 25 290 emplois comptabilisés générés par les projets financés
- 139 villages pionniers de seconde génération, soit 66 Villages Pionniers en 2020 et 73 Villages Pionniers en 2021

- 116 clusters économiques, soit 83 Clusters économiques installés en 2020, contre 33 en 2021
- 16 (seize) projets financés et portés par des jeunes bénéficiaires du fonds de prototypage de l'APME
- 60 jeunes formés dans les Centres d'excellence de formation professionnelle du MINEFOP
- 50 000 cartes jeunes biométriques produites destinées aux jeunes enregistrés à l'Observatoire National de la Jeunesse, afin de faciliter leur accès aux services sociaux de base à coûts préférentiels ou réduits.
- 273 jeunes formés dans les CMPJ et installés en juniors entreprises dans le cadre du Programme CMPJ-Incubator
- 113 jeunes formés et installés dans les Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes en juniors entreprises
- 200 jeunes dans les kiosques du Digital Youth Service Center (DYSC) dans le cadre du Programme CMPJ-Incubator, qui vise le développement des incubateurs au sein des CMPJ et l'accompagnement des jeunes ;
- 500 projets de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur installés en cabinets conseils et dans les unités de gestion des plateformes numériques Digital Youth Service Center (DYSC)
- 1 VP de seconde génération spécialement dédié aux jeunes déplacés internes installé à Deuk dans la région du Centre
- 1 VP de seconde génération spécialement dédié aux Ex enfants de la rue à Massangam dans la région de l'Ouest
- 3 clusters installés dans les Centres DDR de Buéa, Mémé et Bamenda, intégrant 45, 20 et 25 jeunes ex-combattants sur Hautes Instructions de Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, contenues dans la lettre N°00839/CF CAB/PM du 22 septembre 2020.

❖ **S'agissant de la Composante de développement infrastructurel et équipement des structures d'encadrement des jeunes** : en 2021, 20 Centres Multifonctionnels ont été construits et équipés dans toutes les régions. Il est à noter que dans le cadre du processus de décentralisation, les compétences relatives à l'exécution de cette sous-composante sont transférées aux collectivités territoriales décentralisées. Les 22 CMPJ programmés pour l'exercice 2019 et non réalisés pour cause de forclusion, ont été

reprogrammés pour l'exercice budgétaire 2022, dans le cadre de la compétence transférée aux CTD.

Tableau 10 : Etat global de l'exécution des activités du PTSJ de 2018 à 2021

LIGNE	DECISION MINEPAT 2018	DECISION MINEPAT 2019	BUDGET PTS-JEUNES/MINJEC 2020	BUDGET PTS-JEUNES/MINJEC 2021
MONTANT ATTRIBUE	3 332 316 607	7 096 266 000	6 100 000 000	3 000 000 000
CUMUL MONTANT ENVELOPPE PTS-JEUNES		10 428 582 607	16 528 582 607	19 528 582 607
MONTANT MIS A DISPOSITION	3 332 316 607	7 096 266 000	6 100 000 000	3 000 000 000
EXECUTION				
Exécution Financement des projets	3 332 085 665	7 096 266 000	4 351 655 900	1 108 667 700
Ateliers REAMORCE			1 000 000 000	450 000 000
Affiliés projet DYSC				464 552 300
Projets innovants				30 000 000
Etablissement Carte jeune Biométrique				398 380 000
Formation des jeunes des CMPJ/Installation			187 000 000	180 000 000
Equipment des centres télé référencement ONJ			200 000 000	
Contractualisation des consultants				90 000 000
Contractualisation des mentors volontaires				278 400 000
Acquisition des véhicules			361 344 100	
TOTAL EXECUTION	3 332 085 665	7 096 266 000	6 100 000 000	3 000 000 000
CUMUL EXECUTION	3 332 085 665	10 428 351 665	16 528 351 665	19 528 351 665

Source : MINJEC

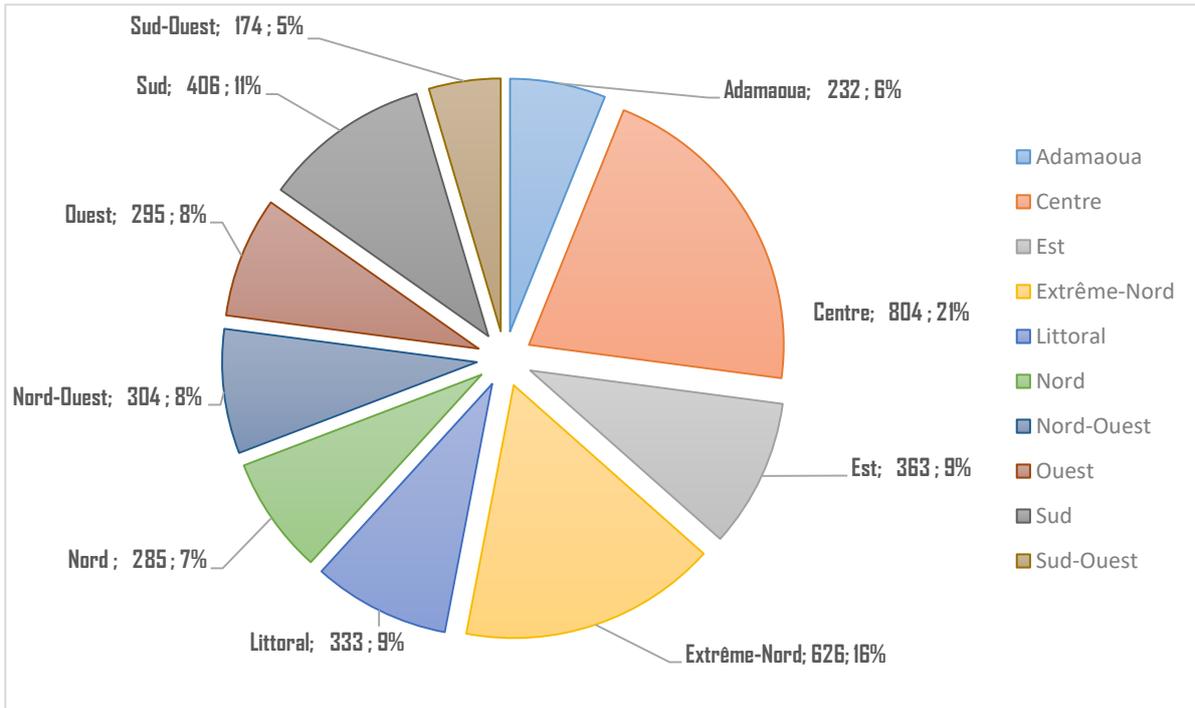
Pour les cuvées 2020 et 2021 du PTS-Jeunes, les choix d'installation des jeunes dans les quatre filières stratégiques du PTS-Jeunes se sont présentés comme suit :

- le secteur de l'Agriculture a mobilisé 52 % des financements accordés en 2020 et 2021 ;
- le secteur de la transformation 18 % des financements ;
- 19 % des financements ont été injectés dans les services,
- 2% dans le secteur des TIC ;
- 9 % de l'enveloppe dans le secteur de l'économie numérique.

En 2021 spécifiquement, des projets spéciaux, et innovants, ont été financés dans le cadre du PTS-Jeunes, notamment :

- le projet des laveries mobiles – HOWASH : qui aura mobilisé 104 millions de FCFA pour l'installation des 104 jeunes, à hauteur de 1 million par jeune.
- les projets innovants intégrant la création de 36 bureaux conseils.

Graphique : Répartition des financements PTS-Jeunes entre 2020 et 2021 par Région (en millions et en %)



III-5 Etat de mise en œuvre des Programmes Spéciaux du Gouvernement

Dans le cadre des Programmes Spéciaux du Gouvernement, 18 administrations sont concernées par lesdits programmes.

Au terme de l'exercice 2021, la situation globale d'exécution des programmes Spéciaux du Gouvernement se présente comme :

Tableau 10 : synthèse de l'exécution physico-financière des programmes spéciaux (en milliers de FCFA)

PROGRAMMES	Nombre d'Administrations Concernés	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		% ENG CP	% LIQ	% ORD	%EXC PHYS
		AE	CP	AE	CP				
PLANUT	7	57 697 868	57 377 868	57 697 868	57 377 868	81,28	81,28	81,28	73,12
Projets CAN (sur RI)	6	43 999 999	43 999 999	43 999 999	43 999 999	100	100	100	58,88
Plan Triennal Spécial jeunes	1	3 000 000	3 000 000	2 789 222	2 789 222	99,94	99,99	99,99	98,48
Projets C2D	8	7 018 861	7 018 861	7 018 861	7 018 861	75,71	75,71	75,71	55,84
Total	18	111 716 728	111 396 728	111 505 950	111 185 950	89	89	88,8	67,03

III.5.1 Etat de mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal

Annoncé le 09 décembre 2014 par le Président de la République S.E Paul Biya, au cours d'un conseil de Ministre, le Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la croissance économique (PLANUT) visait initialement l'accélération de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), le renforcement des performances de l'économie nationale et l'amélioration des conditions de vie des populations. De manière spécifique, ce programme vise à :

- relancer la croissance économique dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations ;
- densifier les investissements dans un certain nombre de secteurs clés (infrastructures routières, développement urbain, eau, santé sécurité, agriculture et aménagement du territoire), en vue non seulement de résoudre le problème de déficit infrastructurel, mais également de favoriser des gains de productivité, avec des effets multiplicateurs sur la création d'emplois directs et indirects.

Le PLANUT est répartis dans **sept (07) secteurs (Eau, Sécurité, Développement Urbain, Santé, Infrastructures Routières, Aménagement du territoire, Agriculture, pour neuf (09) administrations (DGSN, MINDEF (SED), MINEE,**

MINHDU, MINTP, MINEPAT, MINSANTE, MINADER et MINEPIA), avec un coût prévisionnel de FCFA 925 milliards.

Il est important de rappeler que plusieurs projets du PLANUT sont déjà achevés ou en cours de finalisation. Pour les projets achevés, il s'agit entre autres des projets de construction des abattoirs (MINEPIA), construction de certains postes frontières et hôtel de police (DGSN), construction et équipement des postes de gendarmerie (MINDEF), la construction de certains logements sociaux dans huit (08) régions (MINHDU).

Tableau 11 : Situation de l'exécution physico-financière des projets PLANUT en 2021. (En milliers de FCFA)

Chapitre budgétaire	DOTATION LFR		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
12 DGSN	2 120 000	1 800 000	2 120 000	1 800 000	-	-	-	-	-	-	-
22 MINEPAT	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	2 889 532	2 889 532	2 889 532	57,79	57,79	57,79	82,47
30 MINADER	1 077 868	1 077 868	1 077 868	1 077 868	579 555	579 555	579 555	53,77	53,77	53,77	-
32 MINEE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	710 015	710 015	710 015	71	71	71	119,83
36 MINTP	45 000 000	45 000 000	37 451 439	37 451 439	36 321 300	36 321 300	36 321 300	96,98	96,98	96,98	76,66
38 MINH DU	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	-	-	-	-	-	-	46,24
TOTAL	57 697 868	57 377 868	50 149 307	49 829 307	40 500 403	40 500 403	40 500 403	81,28	81,28	81,28	73,12

III.5.2 Etat de mise en œuvre des projets relevant de la CAN

L'organisation du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) et la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) au Cameroun a donné l'occasion d'initier un ensemble de projets, pour garantir le bon déroulement des compétitions. Il s'agit entre autres de (i) construire et de réhabiliter les stades de football ; (ii) construire des hôtels et autres infrastructures d'hébergement ; (iii) construire et réhabiliter des routes pour faciliter l'accès aux infrastructures sportives construites ; (iv) construire et réhabiliter les infrastructures sanitaires pour permettre une meilleure prise en charge des athlètes et des participants aux compétitions ; (v) améliorer la connexion internet ; etc. Les localités ayant bénéficié de ces projets sont principalement les villes censées abriter lesdites compétitions. Il s'agit des villes de Douala, Yaoundé, Garoua, Bafoussam et de Limbe.

Au titre de l'exercice 2021, les opérations de la CAN ont bénéficié en termes de crédit, une dotation d'un montant global de **FCFA 43 999 999 000** en Autorisations d'Engagement et en Crédits de Paiement. Cette dotation du BIP 2021 est répartie entre

six (06) administrations que sont le MINSEP, le MINSANTE, le MINTOUL, le MINPOSTEL, le MINHDU, le MINCOM.

Sur le plan de la Commande Publique, 18 marchés avaient été programmés dont 3 signés au terme de l'exercice budgétaire et aucun projet réceptionnés. Cependant, sur les 63 marchés signés avant l'exercice 2021, 24 marchés ont déjà été réceptionnés soit un taux de réception de 38,09%.

Pour ce qui est de la situation d'exécution physico-financières, le tableau ci-après présente le niveau d'exécution par chapitre budgétaire bénéficiaires des crédits CAN.

Tableau 12 : Situation de l'exécution physico-financière des projets CAN en 2021. (En milliers de FCFA)

Chapitre budgétaire	DOTATION LRF		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
16 MINSEP	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	100	100	100	-
17 MINCOM	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100	100	100	-
23 MINTOUL	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	100	100	100	55,71
38 MINHOU	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	100	100	100	56,66
40 MINSANTE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100	100	100	0,09
45 MINPOSTEL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100	100	100	-
TOTAL	44 000 000	100	100	100	58,88						

III.5.3 Etat de mise en œuvre des projets relevant du contrat désendettement et développement (C2D)

Le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) est un programme issu de l'annulation de la dette extérieure du Cameroun vis-à-vis de la France qui vise le financement des programmes de développement et de lutte contre la pauvreté. L'objectif de ce programme est de contribuer au développement du Cameroun par des investissements stratégiques au bénéfice de l'économie camerounaise et de sa population. Le C2D ne remplace pas les programmes traditionnels d'aide au développement, mais contribue au renforcement de ces programmes.

Pour le compte de l'exercice budgétaire 2021, huit (08) administrations ont bénéficié du programme C2D pour une enveloppe budgétaire globale de **FCFA 7 018 861 000** en Autorisation d'Engagement et en Crédits de Paiement. Les administrations concernées sont : le MINSANTE, le MINFI, le MINPMEESA, le MINAC, le MINEFOP, le MINADER, le MINDDEVEL et le MINEPIA.

Sur le plan de la commande publique, 43 marchés ont été programmés, 16 signés et 02 réceptionnés au terme de l'exercice 2021. S'agissant des marchés signés avant 2021 dans le cadre de la mise en œuvre du C2D, 11 marchés ont déjà été réceptionnés sur 15 signés.

Tableau 13 : Situation de l'exécution physico-financière des projets C2D en 2021. (En milliers de FCFA)

Chapitre budgétaire / Budgetary Head	DOTATION LRF		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
14 MINAC	297 651	297 651	297 651	297 651	-	-	-	-	-	-	21,53
20 MINFI	90 000	90 000	90 000	90 000	-	-	-	-	-	-	100
27 MINDDEVEL	805 187	805 187	805 187	805 187	-	-	-	-	-	-	-
30 MINADER	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	100	100	100	68,2
31 MINEPIA	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	100	100	100	-
35 MINEFDP	287 656	287 656	287 656	287 656	287 656	287 656	287 656	100	100	100	48,75
39 MINPMESA	747 853	747 853	747 853	747 853	747 853	747 853	747 853	100	100	100	46,3
40 MINSANTE	927 500	927 500	927 500	927 500	319 240	20 403	-	34,42	2,2	-	16,83
TOTAL RESSOURCES C2D DU BIP 2021	7 018 861	7 018 861	7 018 861	7 018 861	5 217 763	4 918 926	4 898 523	95,71	75,84	75,84	55,84

III-6 Evolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2017-2021

Tableau 14: Évolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2016-2020

Source : MINEPA

IV- DIFFICULTES RENCONTREES DANS L'EXECUTION DU BIP 2021, MESURES PRISES ET PERSPECTIVES POUR 2022

L'exécution du BIP 2021 a connu de nombreuses difficultés récurrentes pour la plupart, constituant un frein pour la bonne exécution des projets d'Investissement Public.

Les principales difficultés/recommandations à la bonne exécution du Budget d'Investissement Public 2021, sont regroupées suivant les grandes étapes de l'exécution des projets, notamment la contractualisation, l'exécution physico-financière et le suivi des projets. Il s'agit de :

1) **Contractualisation des projets**

i) **Difficultés rencontrées**

Les principales difficultés relevées en matière de contractualisation des projets du BIP 2021 sont les suivantes :

- appropriation insuffisante des procédures de contractualisation des projets ;
- non-respect des plans de passation des marchés ;
- transmission tardive des Dossiers d'Appel d'Offres en Commission de passation des marchés au niveau de certains départements ministériels et dans certaines régions, créant ainsi des lenteurs dans les procédures de contractualisation;
- faible engouement des prestataires à soumissionner à la commande publique en raison du paiement tardif des décomptes ;
- La maturation insuffisante de certains projets.

ii) **Recommandations**

- envisager le renforcement des capacités des intervenants de la chaîne de la dépense en vue d'une meilleure appropriation par ces derniers, des procédures de la commande publique ;
- sensibiliser les commissions régionales sur la nécessité d'assurer la maturation de tous les projets à inscrire dans le BIP ;

2) **Exécution physico-financière des projets**

i) **Difficultés rencontrées**

- la faible appropriation des procédures d'exécution du BIP par certains Chefs des exécutifs communaux;
- la faible appropriation des procédures d'exécution des FCP et subventions d'investissement par les responsables des structures bénéficiaires desdites ressources, entraînant la non-exécution des projets ;
- l'impossible mobilisation des prestataires sur les sites de projets en raison de la crise sécuritaire dans certaines régions ;
- la difficile poursuite/réalisation des projets contractualisés ayant subi la coupe budgétaire suite à l'ordonnance ;
- la faible capacité financière des entreprises adjudicataires.

ii) Recommandations

- poursuivre la mise en œuvre des instructions du MINEPAT relatives au renforcement des capacités des Chefs des exécutifs communaux concernés ;
- sensibiliser continuellement les responsables des structures bénéficiaires des FCP et des subventions à s'approprier les procédures d'exécution ;
- poursuivre la mise en œuvre des programmes spéciaux de reconstruction des Régions concernées ;
- reconduire en priorité les projets dont les crédits ont été gelés par l'Ordonnance à l'exercice budgétaire suivant ;
- engager la responsabilité des établissements bancaires qui délivrent des cautions et des attestations de capacité financière.

3) Suivi de l'exécution des projets

i) Difficultés rencontrées

- la non exhaustivité des informations sur l'exécution des crédits alloués aux CTDs en raison de la remontée insuffisante des données sur l'exécution du BIP au niveau des administrations sectorielles ;
- la non transmission des rapports sur l'exécution des projets à financement conjoint et ceux bénéficiant des crédits de subventions en investissement, par les responsables concernés ;

- difficultés à tenir dans les délais requis, les sessions des Comités de suivi du BIP en raison de la mise à disposition tardive des fonds alloués.

ii) Recommandations

- mettre en place un mécanisme de remontée régulière des informations sur l'exécution des ressources transférées aux CTDs ;
- sensibiliser davantage les responsables des projets à financement conjoint et les chefs des structures bénéficiaires des crédits en subvention d'investissement sur la transmission des rapports d'exécution.

En termes de **perspectives** pour la bonne exécution des projets du BIP pour l'exercice 2022, il pourrait être envisagé :

- le renforcement de l'accompagnement des intervenants impliqués dans l'exécution du BIP ;
- le renforcement des capacités des responsables des Etablissements et Entreprises Publics bénéficiaires des subventions en investissement ;
- le renforcement des capacités des exécutifs communaux et régionaux ;
- le renforcement du suivi de l'exécution des projets du BIP à travers la tenue effective des cadres de concertation et des comités locaux de suivi du BIP

V- ANNEXES

SYNTHESE D'EXECUTION DU BIP PAR CHAPITRE, REGION, PROGRAMME, ACTION, ACTIVITE ET TACHE

